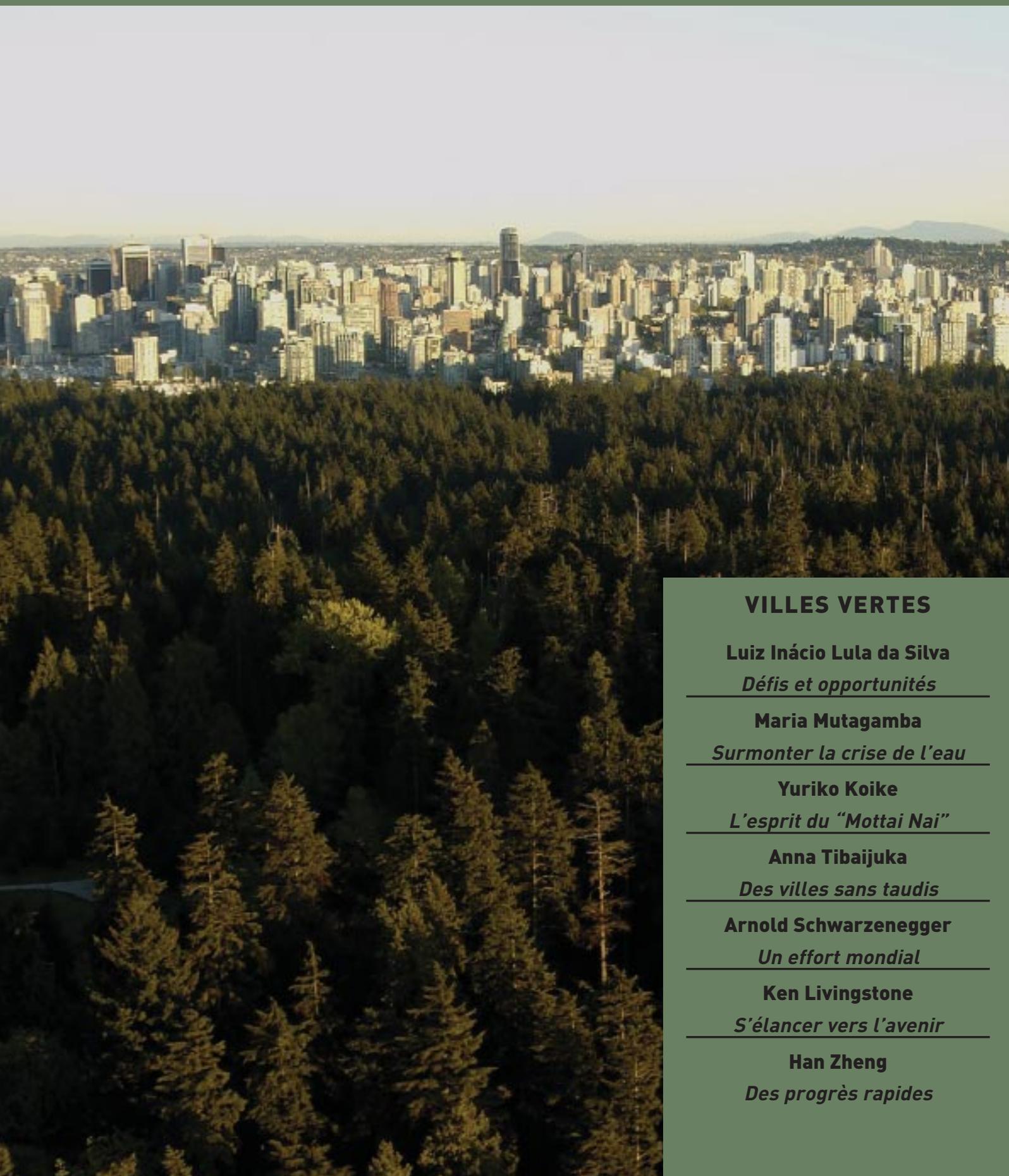




Volume 16 No 1

Notre Planète

Le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement



VILLES VERTES

Luiz Inácio Lula da Silva

Défis et opportunités

Maria Mutagamba

Surmonter la crise de l'eau

Yuriko Koike

L'esprit du "Mottai Nai"

Anna Tibaijuka

Des villes sans taudis

Arnold Schwarzenegger

Un effort mondial

Ken Livingstone

S'élaner vers l'avenir

Han Zheng

Des progrès rapides



3 Editorial

Klaus Toepfer, Directeur exécutif du PNUE

4 Défis et opportunités

Luiz Inácio Lula Da Silva, Président du Brésil

6 Surmonter la crise de l'eau

Maria Mutagamba, Ministre d'Etat pour l'eau de l'Ouganda et Présidente du Conseil des ministres africains chargés de l'eau

8 La porte dorée vers des cités vertes

10 L'esprit du "Mottai Nai"

Yuriko Koike, Ministre japonais de l'environnement



Martin Bond/Still Pictures



Markus Dlouhy/Still Pictures

12 Des villes sans taudis

Anna Tibaijuka, Directrice exécutive d'ONU-HABITAT

14 Personnalités

15 Des progrès rapides

Han Zheng, maire de Shanghai



Gautam Banerjee/Topfoto

18 S'élancer vers l'avenir

Ken Livingstone, Maire de Londres

20 Profil de star: Tokiko Kato

21 L'élément féminin

Elisabeth Gateau, Secrétaire générale, Cités et Gouvernements Locaux Unis

22 Libérer l'énergie humaine

Somsook Boonyabancha, Directrice, Organisations communautaires, Institut de Développement

24 Penser au niveau local

Sheela Patel, Directrice, Société pour la Promotion des Centres de ressources régionales et David Satterthwaite

26 De grandes réussites

Enrique Peñalosa, ancien Maire de Bogota

28 La vie là-haut

Dusty Gedge, Livingroofs.org

30 Livres et produits

31 Votre univers dans l'objectif

32 Mer Noire, ville verte?

Halyna Alomova – Ukraine

Disponible aussi sur Internet à
www.ourplanet.com



Friedrich Stark/Still Pictures

Notre Planète, la revue du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
PO Box 30552, Nairobi, Kenya
Tél : (254 20) 621 234
Fax : (254 20) 623 927
Mél : cpinfo@unep.org
www.unep.org
ISSN 1013-7394

Directeur de Publication : Eric Falt
Rédacteur : Geoffrey Lean
Coordinateurs : Naomi Poulton, Elisabeth Waechter
Collaborateur spécial : Nick Nuttall
Responsable marketing : Manyahleshal Kebede
Graphisme : Sharon Chemai
Production : UNEP/DCPI
Impression : Interprint, Malte
Photo page de couverture : Getty Images

Les articles figurant dans cette revue ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques du PNUE ou des rédacteurs; ils ne constituent pas non plus un compte rendu officiel. Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PNUE aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les articles et illustrations figurant dans la présente publication n'étant pas assujettis aux obligations concernant les droits d'auteur, ils peuvent être reproduits sans frais à condition que *Notre Planète* et l'auteur ou le photographe concerné soient reconnus comme en étant la source et que la Rédaction soient informés par écrit et reçoivent copie de l'autorisation.

Notre Planète se félicite de recevoir des articles, critiques, illustrations et photographies à publier mais ne peut garantir qu'ils le seront. Les manuscrits, photographies et œuvres d'art non sollicités ne seront pas renvoyés.

Abonnements: Si vous souhaitez recevoir régulièrement *Notre Planète* et si vous n'êtes pas encore inscrit sur la liste des abonnés, veuillez contacter Mani Kebede, Responsable de la distribution, *Notre planète*, pour obtenir les informations nécessaires, en donnant votre nom, votre adresse et en indiquant la langue de votre choix (anglais, français ou espagnol).

Changement d'adresse: Veuillez envoyer une étiquette-adresse ainsi que votre nouvelle adresse à: Mani Kebede, Responsable de la distribution, *Notre Planète*, PNUE, PO Box 30552, Nairobi, Kenya.

La présente revue est imprimée avec des encres d'origine végétale et sur du papier 100% recyclé, blanchi sans causer de dommage à l'environnement.

UNEP



En direct du Bureau de

KLAUS TOEPFER

Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE

Un projet de transport novateur promet de diminuer les encombrements, de réduire la pollution de l'air et de restituer la ville de Dar Es-Salaam, en Afrique orientale, aux piétons, aux cyclistes et au public.. Le système de transit rapide par bus de Dar Es-Salaam, ou DART, est un partenariat entre le Conseil municipal et un large éventail de sociétés et d'organisations, y compris le Fonds pour l'environnement mondial du PNUE.

Bogota a servi de modèle à ce projet – qui associera des autobus modernes à plusieurs portes et à embarquement rapide à de nouveaux systèmes d'émission des billets, de voies prioritaires et de limitations concernant l'utilisation des voitures. Dans les années 1990, la capitale colombienne n'était pas aimée de ses citoyens. Selon un article de la présente édition de Notre Planète pour la Journée mondiale de l'environnement, la voiture y était reine et les rues et les lieux publics étaient étouffés par le bruit et les fumées de la circulation.

Fierté civique

Bogota a retrouvé son sens de la communauté et sa fierté civique, grâce à son système de transit rapide et à d'autres mesures visant à limiter l'utilisation des voitures, planter des arbres, créer ou remettre en valeur quelques 1000 parcs et encourager des modes de transport respectueux de l'homme. La ville s'enorgueillit d'avoir le plus grand réseau de pistes cyclables d'Amérique latine, environ 300 km et la rue piétonne la plus longue du monde, 17 km.

Il faut attirer l'attention sur ces réussites. Elles soulignent l'importance des partenariats et sont la preuve que les communautés et les municipalités peuvent, s'ils font preuve d'imagination, de créativité

et d'enthousiasme, résoudre des problèmes apparemment insurmontables: conditions d'hygiène déplorables, dégradation et pollution des villes.

La moitié du monde vit maintenant dans des villes et les deux tiers d'ici à 2030. Nous nous concentrons trop sur les problèmes qui résultent de l'explosion des établissements spontanés. Les taudis et les égouts sont trop souvent notre unique préoccupation, alors que nous devrions penser à des tours qui s'élèvent vers le ciel et à des possibilités sociales et professionnelles attirantes.

Bien sûr, nous devons nous attaquer à la misère, à l'insalubrité et aux services hors normes qui sont de vrais fléaux pour trop de citoyens des pays en développement comme des pays développés. Mais l'urbanisation en soi est loin d'être un mal. Par leurs beaux bâtiments et leurs boulevards plantés d'arbres, leurs parcs et leurs centres artistiques, les villes peuvent être source d'inspiration et de vigueur, susciter l'émerveillement et l'émotion et favoriser la contemplation. Elles peuvent également être les moteurs du commerce et des échanges, le siège des autorités publiques et du pouvoir. C'est à San Francisco – hôte cette année de la Journée mondiale de l'environnement – que la Charte des Nations Unies a été signée il y a de cela 60 ans.

Hierarchies sociales

Les villes sont les creusets des cultures où s'estompent les hiérarchies sociales, où la mobilité sociale est toujours possible et où la diversité peut prospérer et être entretenue. Elles sont les catalyseurs des idées nouvelles et des mouvements politiques. La plupart des grandes universités, bibliothèques, théâtres, galeries d'art, salles de concert, hôpitaux universitaires et instituts de recherche s'y trouvent.

Malheureusement, trop de villes sont

mal gérées et administrées, par incompetence, mauvaise gouvernance ou manque de ressources. Dans de nombreux pays en développement, le rythme de l'urbanisation est écrasant pour tous sauf les maires et les urbanistes les plus stoïques.

Empreinte écologique

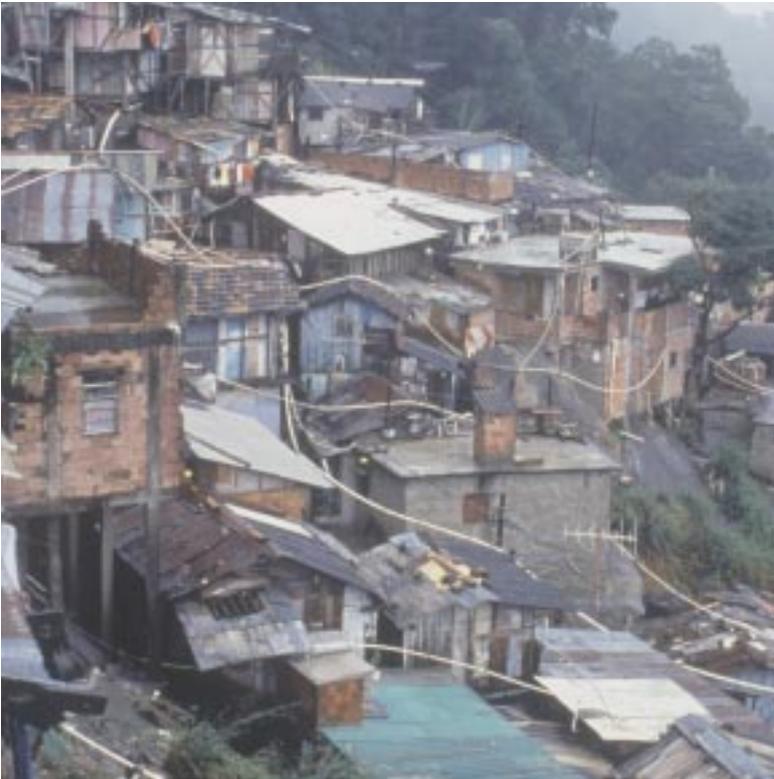
Les villes consomment d'énormes quantités de ressources naturelles, tandis que leurs déchets – eaux usées et gaz de réchauffement de la planète – ont des répercussions étendues. Londres, qui occupe physiquement 170 000 hectares, a une empreinte écologique de 21 millions d'hectares – soit 125 fois sa superficie. Or les villes pourraient contribuer à l'instauration d'un monde plus stable du point de vue de l'environnement et de l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Selon le 3ème rapport de la série l'Avenir de l'environnement mondial du PNUE: "Le fait que l'empreinte environnementale des villes soit beaucoup plus étendue que les villes elles-mêmes est acceptable jusqu'à un certain degré car, pour certains problèmes, l'impact par habitant des villes sur l'environnement est moindre que l'impact qu'aurait une population similaire vivant dans un milieu rural. La concentration de la population dans les villes réduit la pression foncière et permet d'obtenir des économies d'échelle, notamment en rapprochant les infrastructures et les services."

De toute évidence, la bataille menée pour éradiquer la pauvreté et atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire sera gagnée ou perdue selon que nous saurons gérer l'environnement urbain avec efficacité et imagination. Si nous le pouvons – comme le laissent penser les exemples de Dar Es-Salaam et de Bogota – nous aurons beaucoup avancé sur la voie du développement durable ■

VOTRE AVIS

Nous aimerions connaître votre avis sur les questions soulevées dans ce numéro de Notre Planète. Envoyez-nous un courriel à: cpiinfo@unep.org ou bien écrivez à: Feedback, Notre Planète Division des communications et de l'information du PNUE PO Box 30552 Nairobi, Kenya.



John Mazer/Still Pictures

Défis et opportunités

LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA décrit comment le développement durable peut protéger l'environnement et générer des emplois et des revenus pour les pauvres dans les zones tant urbaines que rurales

Bien que le Brésil soit connu pour ses immenses forêts et ses ressources en eau, il s'est beaucoup urbanisé. 82 % de ses 183 millions de citoyens vivent dans des zones urbaines, principalement dans des métropoles et des villes de plus de 100 000 habitants. Cette urbanisation résulte de l'industrialisation et de la croissance accélérée qui ont pris leur essor au XXe siècle et qui ont été à l'origine de fortes concentrations de revenus et de l'exclusion sociale. Les villes ont reproduit ce modèle économique en concentrant de grandes quantités de ressources publiques dans les zones riches sans fournir en même temps l'infrastructure nécessaire et des conditions de vie adéquates aux quartiers moins prospères.

Au Brésil, 6,6 millions de personnes sont sans logement. Près de 30 millions n'ont pas accès à l'eau potable. La moitié des logements urbains ne sont pas raccordés aux égouts et 10 % seulement des eaux usées sont traitées. Il existe une relation étroite entre l'exclusion sociale et la dégradation de l'environnement, dont les pauvres sont les principales victimes. Avec la prise de conscience des dangers posés par la dégradation de l'environnement, il est maintenant reconnu que les populations défavorisées des zones côtières sont tout particulièrement vulnérables à l'impact du réchauffement mondial sur les écosystèmes et le niveau de la mer.

Pendant les deux premières années de notre Gouvernement, nous avons décidé de promouvoir la croissance économique par une répartition des revenus et d'accélérer la croissance industrielle tout en créant des emplois et en augmentant les revenus des travailleurs. Il est temps, cependant, de prendre en compte non seulement les dimensions économiques et sociales mais aussi les aspects environnementaux. Au Brésil, s'occuper de la fracture sociale ne veut pas simplement dire

lutter contre la faim et la pauvreté – un des buts principaux de mon Gouvernement et un des Objectifs de développement pour le Millénaire. Cela signifie aussi réduire les inégalités sociales par le « droit de cité », c'est-à-dire des conditions de vie adéquates, des services d'assainissement, des transports et autres services urbains. L'amélioration du milieu urbain contribuera à celle de l'environnement, en particulier pour ce qui est des ressources en eau.

C'est un défi considérable. Les investissements nécessaires pour assurer des services d'assainissement universels sont estimés à 2,5 milliards de dollars pour les 20 prochaines années. Les négociations en cours avec le Fonds monétaire international visent à reclasser les ressources consacrées à l'assainissement comme investissement, aux fins de l'estimation du déficit principal dans les comptes nationaux. Cette initiative montre que nous comprenons qu'il est essentiel d'utiliser pleinement ces ressources pour le développement social et environnemental et pour améliorer la croissance économique.

Mais le développement durable exige bien davantage. Lorsque j'ai demandé à Mme Marina Silva, sénateur, de devenir mon Ministre de l'environnement, nous avons accepté de placer l'environnement au centre de la politique gouvernementale. Il n'est pas facile d'encourager la croissance économique sans ignorer les problèmes sociaux et environnementaux. Il est clair que l'on ne peut pas dissocier les politiques de développement industriel et agricole de l'inclusion sociale et de la protection de l'environnement. Ces différentes dimensions sont interdépendantes.

Energies renouvelables

A ce titre, l'exemple de l'électricité est intéressant. Pour augmenter la production industrielle, il faut davantage d'énergie. Le Brésil utilise beaucoup d'énergies renouvelables : 85 % de sa capacité installée est d'origine hydroélectrique. La mise en service de nouvelles unités a des incidences sociales et environnementales qui peuvent et doivent être réduites au minimum. Le Ministère de l'environnement et le Ministère des mines et de l'énergie mettent conjointement en œuvre de nouvelles mesures de planification destinées à réduire les effets nocifs pour l'environnement et les pertes d'emplois. Ceci implique une approche stratégique intégrée pour les bassins hydrographiques et leurs multiples utilisations. Deux autres programmes sont axés sur la réduction du gaspillage d'énergie par la rationalisation des procédés de production industrielle, la réduction de la demande des consommateurs et des incitations à la recherche de nouvelles sources d'énergie telles que les énergies solaire et éolienne.

Le Plan national des ressources en eau – récemment examiné lors du Forum ministériel mondial sur l'environnement du PNUÉ à Nairobi – mérite d'être cité ici. Le Brésil a élaboré une législation sur la politique relative aux ressources en eau et il a créé une Agence nationale pour l'eau qui encourage l'établissement de comités pour les bassins hydrologiques. Ces comités régissent les conditions d'utilisation de l'eau, les programmes d'assainissement et les mesures de remise en état des bassins.

Le thème intersectoriel de la viabilité environnementale s'applique également à l'extension des limites agricoles du Brésil compte tenu de la nécessité de préserver ses forêts. Les inquiétudes causées au niveau mondial par le changement climatique mettent en évidence l'interdépendance existant entre les problèmes de l'environnement et ceux du développement, qui concernent tous les pays, de même qu'entre les zones urbaines et rurales et les ressources naturelles. Le Brésil, signataire et acteur principal des négociations du Protocole de

Kyoto (bien qu'il ne figure pas dans la liste des pays visés par l'annexe I avec des objectifs de réduction), estime que les politiques des pouvoirs publics devraient avoir pour objectif de réduire les émissions atmosphériques nocives.

Nous sommes déterminés à combattre le brûlis et le déboisement en Amazonie. Les initiatives du Gouvernement décrites dans son « Plan durable pour l'Amazonie » comprennent le développement durable de la région entourant l'autoroute BR-163 et le Plan d'action pour la prévention et le contrôle du déboisement illicite de l'Amazonie. Suite aux opérations de surveillance et de contrôle du gouvernement fédéral, les indices de déboisement se sont stabilisés entre 2002 et 2003 et, même si les niveaux actuels restent encore insatisfaisants, ils témoignent de ses efforts.

Mesures de contrôle sûres

L'assassinat récent de Sœur Dorothée dans une implantation agricole amazonienne met en lumière le conflit existant entre des groupes qui s'approprient des terres le long de la frontière des terres agricoles en brûlant les forêts où le contrôle de l'Etat est pratiquement inexistant et les établissements locaux qui pratiquent de nouvelles formes d'occupation durable sous son patronage. Cette nouvelle approche symbolise l'intention bien arrêtée de mettre en pratique des politiques de protection de l'environnement et d'encouragement de la production durable. Cet assassinat a donné un nouvel élan aux initiatives en cours, notamment la création d'un groupe interministériel spécial pour renforcer le Programme de lutte contre le

déboisement. J'espère transformer ce groupe en une entité permanente et renforcer ainsi la présence de l'Etat par des mesures policières plus importantes, la réglementation de l'utilisation des sols et l'encouragement d'une production durable. Depuis 2003, sept millions d'hectares – soit 23 % de toutes les zones de conservation existantes – sont maintenant protégés dans la région amazonienne.

Pour revenir au changement climatique, et donc aux grands problèmes environnementaux, le Brésil a été le pionnier de l'éthanol tiré de la canne à sucre. Cette énergie renouvelable remplace les carburants dérivés du pétrole, ce qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre. De nombreux véhicules au Brésil fonctionnent exclusivement à l'éthanol alors que le reste fonctionne avec un mélange à 25 % d'éthanol. Récemment, des voitures à « double carburant » sont apparues sur le marché. Du fait qu'elles fonctionnent à la fois à l'essence et à l'éthanol, l'industrie nationale de l'éthanol s'est encore développée.

En outre, nous avons récemment lancé le Programme national de production de diesel biologique qui ajoute 2 % d'un combustible tiré de végétaux au diesel normal. Ce pourcentage devrait augmenter au cours des prochaines années et favoriser ainsi la production d'huile de ricin et d'huile de palme par les populations du Nord et du Nord-Est du Brésil, en majorité à faibles revenus. Ce sera encore un effort que nous ferons pour établir un lien entre la protection de l'environnement

Nous sommes déterminés à combattre le brûlis et le déboisement en Amazonie.

et les problèmes de développement, de création d'emplois et de revenus meilleurs pour les déshérités.

Je suis convaincu que ces programmes et technologies peuvent être adoptés tant dans les pays développés, en remplaçant la consommation de combustibles fossiles par ces nouveaux produits, que dans les pays plus pauvres, en produisant ces combustibles renouvelables et en aidant ainsi à mieux répartir les revenus dans le monde. C'est donc la contribution du Brésil au changement des modes de production et de consommation au niveau mondial.

Bien entendu, le développement durable n'est pas seulement un défi, mais une opportunité pour les pouvoirs publics et la société brésilienne. Un défi, car il exige de modifier profondément les modèles de croissance économique socialement injustes et les structures du passé. Il exige également une nouvelle prise de conscience de la part des pouvoirs publics, des entrepreneurs et de la société dans son ensemble. Il offre la possibilité de prendre des initiatives de grande envergure et de mettre en place de nouvelles structures technologiques de production et de distribution. Enfin, dans le cadre d'une approche de « viabilité démocratique », toutes les parties concernées devraient être invitées à s'intéresser activement à ces nouveaux procédés. Des méthodes de production propres, l'éducation pour l'environnement avec des initiatives d'Action 21 plus poussées au niveau local sont essentielles pour atteindre ces objectifs et améliorer les conditions de vie dans nos villes et sur notre planète ■

Luiz Inácio Lula da Silva est Président du Brésil





Friedrich Stark/Still Pictures

Surmonter la crise

de l'eau

MARIA MUTAGAMBA décrit comment son pays réalise les Objectifs de développement pour le Millénaire en fournissant de l'eau et des services d'assainissement à ses villes et à ses cités

L'Ouganda, pays essentiellement rural, s'urbanise rapidement. La demande croissante de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement est l'une des conséquences de cet afflux de population dans les villes. Le fossé se creuse toujours davantage entre cette demande et la fourniture de services dans les zones urbaines – où l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont des composantes vitales du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

Eradication de la pauvreté

L'eau est l'une des priorités du Gouvernement – indispensable, en fait, pour éradiquer la pauvreté et assurer le bien-être de la société. Le Gouvernement s'est engagé à améliorer l'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement en mobilisant des ressources pour construire et remettre en état les installations nécessaires : conduites, forages, sources protégées et réservoirs d'eau de pluie, barrages et retenues dans les vallées, pratiques d'hygiène. Dans le secteur de l'eau, les forces motrices sont les suivantes :

- Nécessité de promouvoir la gestion coordonnée, intégrée et durable des ressources en eau afin de les conserver et de fournir de l'eau pour toutes les activités

sociales et économiques;

- Nécessité de favoriser le développement de services durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement, d'accès facile pour 80 % de la population urbaine – 100 % d'ici à 2010 – en confiant aux usagers la responsabilité de leur gestion et leur propriété;

- Nécessité d'encourager l'irrigation afin de moderniser l'agriculture et d'atténuer les effets des variations climatiques sur les terres pluviales.

La couverture du réseau urbain d'approvisionnement en eau potable s'est progressivement étendue. L'accès à des sources d'eau à une distance raisonnable des foyers s'est amélioré, passant de moins de 10 % en 1986 à 65 % aujourd'hui. La couverture des ménages en services d'assainissement est maintenant estimée à 53 %. Ces initiatives vont dans le sens de la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire.

Le Gouvernement ougandais a engagé une réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement, étroitement liée à ses plans de réduction de la pauvreté et financée par des fonds destinés à l'allègement de la dette. En montrant l'exemple, il a réussi à instaurer la confiance et à établir le consensus avec ses partenaires de développement et avec les organisations de la société civile, en lançant

des réformes progressistes et novatrices.

Cette réforme a pour objectif de fournir avec efficacité des services aux zones urbaines. Elle comporte une évaluation complète du secteur de l'eau et de l'assainissement – y compris l'étude des sous-secteurs ruraux et urbains – et la préparation des actions à entreprendre et des plans d'investissements. Parmi les initiatives du Gouvernement, nous retiendrons : la décentralisation de la fourniture des services, des partenariats plus nombreux entre les secteurs public et privé, et une planification de l'ensemble du secteur. Le Gouvernement ougandais reconnaît que le manque de ressources est un obstacle majeur.

Investissements importants

Des investissements importants ont été effectués au cours de la dernière décennie. Ils ont permis d'améliorer la couverture et les services autant que prévu et d'atteindre le niveau actuel de 65 % de la population urbaine ayant accès à l'eau potable ou l'assainissement.

La réforme du sous-secteur urbain de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement a démarré dans les années 1990 et elle a permis d'introduire des opérations commerciales fondées sur la participation du secteur privé. Les partenariats public-privé sont jugés essentiels à l'efficacité, le secteur public restant propriétaire des actifs et les opérateurs privés assurant la fourniture des services. Les réformes ont été mises au point dans le contexte d'un processus participatif sans précédent, en corrélation étroite avec le processus de réforme du service public et l'objectif premier du Gouvernement qui est la ►

réduction de la pauvreté. Ce processus a été d'une haute tenue, soutenu et influent; il a réuni les organisations de la société civile, les agences extérieures d'appui et les pouvoirs publics et conduit à de véritables partenariats et il a permis à toutes les parties concernées du secteur de mieux se comprendre les unes les autres. Il a également favorisé le développement de réseaux de défenseurs des politiques tels que le Réseau ougandais pour l'eau et l'assainissement et il a donné à la société civile son rôle légitime de surveillance de l'utilisation des fonds du secteur de l'eau. La réforme a aussi contribué à rehausser le profil du secteur de l'eau et de l'assainissement et elle a accru la confiance parmi ceux qui la soutiennent – le résultat étant que les fonds ont triplé au cours des quatre dernières années.

Des efforts ont également été déployés pour renforcer la situation opérationnelle et financière de la National Water and Sewerage Corporation (NWSC) – qui dessert 19 villes du pays – de façon à réduire ses risques commerciaux. Des contrats de performance entre la NWSC et le Gouvernement ont amélioré les normes opérationnelles et permis de réduire les effectifs du personnel, d'augmenter les taux de raccordement – et de réaliser un bénéfice de plus de 2 millions de dollars en 2001. Les réformes comportaient également quelques éléments favorables aux pauvres, par exemple réduction de la taxe de raccordement au service urbain d'adduction d'eau et attribution de nouveaux

raccordements pour les ménages défavorisés. Toutes ces mesures ont contribué à garantir l'amélioration de la fourniture de services, en particulier aux citoyens déshérités.

Engagement international

Les problèmes du sous-secteur urbain sont nombreux et exigent que toutes les parties concernées conjuguent leurs efforts pour que l'Ouganda puisse tenir ses engagements nationaux et internationaux. Les plus importants sont:

1. Les problèmes d'équité et d'égalité dans la réforme du secteur de l'eau en Ouganda. Dans le cadre de la réforme urbaine, il convient de prendre en considération les inquiétudes suscitées par l'impression d'une exploitation par le secteur privé et par la prise en main, par des sociétés commerciales, des services relevant auparavant du secteur public. Mais surtout, les réformes concernant la fourniture efficace de services doivent être durablement mises en place.

2. La nécessité de veiller constamment à satisfaire les besoins des pauvres. Un service qui fonctionne bien peut efficacement fournir de l'eau à ses clients mais il doit aussi répondre de façon satisfaisante aux besoins des pauvres et de ceux qui vivent dans des zones urbaines et périphériques informelles pour lesquels l'eau est l'unique priorité vraiment importante. Le véritable problème consiste donc à adapter les réformes de façon à obtenir exactement ce qui est prévu dans la

définition des stratégies pour les pauvres.

3. Le recouvrement des coûts. La nécessité d'amortir les investissements du Gouvernement exige que la génération du cash flow interne soit suffisante pour couvrir les dépenses prévues. Il ne faut pas confondre le recouvrement des coûts avec la capacité des pauvres à assumer le coût réel des services d'approvisionnement en eau. Il doit donc y avoir un équilibre entre les deux afin de pouvoir adopter des structures et stratégies tarifaires capables d'assurer la viabilité à long terme des investissements dans le secteur urbain de l'eau.

4. L'assainissement et l'hygiène en milieu urbain. Il est relativement simple de vendre de l'eau, même à des pauvres, mais il est beaucoup plus difficile de vendre des services d'assainissement, malgré leurs avantages certains pour la santé publique. Il y a donc un énorme travail de sensibilisation et d'information à faire auprès de tous les citoyens. Des ressources sont également nécessaires car ce domaine a été négligé par le passé.

Il reste donc des problèmes nombreux et divers à résoudre – mais nous continuons à aller de l'avant pour que le dessein de notre Gouvernement, approvisionner toutes les villes en eau, devienne réalité ■

Mme Maria Mutagamba est Ministre d'Etat pour l'eau de l'Ouganda et Présidente du Conseil des Ministres africains chargés de l'eau.



La porte dorée vers des Cités vertes



Le Gouverneur de la Californie, M. Arnold Schwarzenegger, explique comment la protection de l'environnement et la croissance de l'économie peuvent aller de pair

La Journée mondiale de l'environnement des Nations Unies est l'une des manifestations les plus importantes du calendrier international de l'environnement. La Californie et San Francisco sont honorés d'être les premiers hôtes de la Journée mondiale de l'environnement aux Etats Unis.

L'environnement est une partie essentielle de l'expérience californienne. L'extraordinaire beauté de notre Etat réside dans ses merveilles et ressources naturelles variées. Je suis passionnément engagé à défendre l'environnement de la Californie et à en assurer véritablement la direction pour protéger ces biens précieux que sont notre sol, notre air et notre eau.

Ici, en Californie, nous avons rejeté l'idée selon laquelle nous devons choisir entre la protection de l'environnement et celle des emplois et de la croissance économique. Nous savons que si nos plages sont souillées par des déversements de pétrole, les touristes ne connaîtront pas les merveilles de notre côte magnifique. Si nous abattons nos forêts d'une façon irresponsable, les lits de nos cours d'eau seront détruits et notre industrie de la pêche en souffrira.

Mais la Californie n'est pas seule à être confrontée à ce problème. Si nous voulons laisser un monde meilleur aux générations futures, nous devons œuvrer dans un contexte mondial afin que l'économie et l'environnement ne puissent jamais en arriver à se faire concurrence.

La Journée mondiale de l'environnement des Nations Unies nous aidera à nous concentrer sur ces problèmes critiques, mais le fait de la célébrer à San Francisco revêt encore une autre signification.

Il y a soixante ans, les Nations Unies sont nées à San Francisco, au bord de la Baie. Les représentants de 51 pays déterminés à maintenir la paix par la coopération internationale et la sécurité collective ont fondé l'Organisation des Nations Unies lors de la Convention de la Charte de 1945, à San Francisco.

Aujourd'hui, presque toutes les nations du monde font partie des Nations Unies. Ensemble, les membres travaillent au maintien de la paix dans le monde, à l'établissement de relations amicales et ils collaborent pour trouver des solutions aux problèmes internationaux et promouvoir le respect des droits humains.

Alors que les nations du monde se réunissent cette semaine à San Francisco, nous pouvons ajouter un autre grand principe à cette liste: Conjuignons nos efforts pour construire un avenir durable et assurer le respect de notre planète ■

Le PNUE a porté son choix sur la ville de San Francisco pour accueillir les principales manifestations de célébration de la Journée mondiale de l'environnement 2005. Cet événement coïncide avec le 60ème anniversaire de la naissance des Nations Unies dans la ville californienne. Des maires du monde entier vont se réunir pour célébrer les villes vertes et concevoir un plan d'avenir durable pour l'environnement urbain.

Jared Blumenfeld décrit une série d'accords tout à fait nouveaux pour des cités durables.

Pour la première fois dans l'histoire, la majorité de la population de la planète vivra bientôt dans des villes. D'ici à 2025, ce sera le cas pour 60 % de l'humanité. Un million de personnes s'y rend chaque semaine dans le cadre d'une migration démographique massive et continue.

Notre nouvelle planète urbaine est déjà source de défis et d'opportunités au niveau de l'environnement. Les maires peuvent façonner la destinée de la planète en créant des centres urbains vraiment viables.

Les Accords sur l'environnement urbain constitueront le principal legs de la Journée mondiale de l'environnement 2005, célébrée à San Francisco. Rédigés par des maires, des ONG, des universités et des institutions des Nations Unies, ils prévoient des mesures que toutes les villes peuvent prendre dans le cadre du Programme Action 21 – et ils seront signés lors du 60ème anniversaire de la Charte des Nations Unies qui a, elle-même, été signée dans cette ville en 1945.

Ces accords consistent en une série d'actions environnementales basées sur les responsabilités communes des maires des grandes villes assurer l'approvisionnement en énergie et en eau potable, le recyclage, les transports publics, les parcs et l'urbanisme. Le texte complet de ces Accords, clair et réalisable, ne fait que deux pages.

Ils comprennent :

- L'adoption et la mise en œuvre d'une politique visant à augmenter l'utilisation des énergies renouvelables jusqu'à 10 % de la charge maximum de la ville en sept ans.
- Des programmes de recyclage et de compostage "conviviaux:" pour offrir des solutions alternatives d'élimination des déchets, l'objectif étant de réduire de 20 % en sept ans l'élimination des déchets solides



Markus Dlouhy/Still Pictures



Cecily Images/Justin Sullivan

Le Maire Gavin Newsom se prépare à essayer de piloter un taxi Ford Escape Hybrid à San Francisco. Depuis février 2005, San Francisco est la première ville des Etats-Unis à utiliser des SUV hybrides lorsque les compagnies Yellow Cab et Luxor Cab ont acheté un total de 15 Hybrid Ford Escape.

per capita en décharge ou par incinération.

■ L'adoption d'une politique qui rende obligatoire l'évaluation écologique des normes de construction applicables à tous les nouveaux bâtiments municipaux.

Le large éventail des actions proposées dans les Accords laisse beaucoup de souplesse tout en maintenant l'obligation de rendre compte. En les acceptant, les maires engageant une action par étape qui commence par l'adoption d'une loi locale et, ultérieurement, le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs visés.

Tout comme la Journée mondiale de l'environnement, les Accords offrent une occasion de renforcer le rôle des Nations Unies dans la solution des problèmes mondiaux, environnementaux et autres. Ils représentent une nouvelle forme de coopération internationale : forger des liens entre les villes plutôt qu'entre les nations. Bien qu'il existe plus de 400 traités, conventions et programmes internationaux, il y a souvent un fossé entre ces engagements internationaux et leur réalisation là où cela importe le plus – dans nos villes.

En signant les Accords, les maires s'engagent à mettre les problèmes environnementaux les plus importants en tête de leurs programmes. Les citoyens des villes signataires seront en droit d'exiger que leurs maires leur rende compte des engagements qu'ils auront pris.

En apportant des solutions sensées à des problèmes communs, les Accords constituent un processus vivant et dynamique qui pose les jalons qui nous serviront de repères sur la voie conduisant à un avenir durable ■

Jared Blumenfeld est Directeur du Département de l'environnement de San Francisco

Message de M. Gavin Newsom, Maire de San Francisco, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, 5 juin 2005.

Maintenir en vie notre planète et ses habitants

La ville de San Francisco est honorée d'accueillir la Journée mondiale de l'environnement des Nations Unies en 2005. Nous sommes heureux de collaborer avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin que la célébration de la Journée mondiale de l'environnement dans notre ville laisse un héritage capable de faire progresser le bien-être écologique ici et partout dans le monde.

Des villes vertes

Le thème de cette Journée mondiale de l'environnement 2005 est "Des villes vertes". Il est particulièrement bien trouvé puisque c'est au XXI^e siècle que, pour la première fois, la plus grande partie de la population du monde vivra dans des villes. Au fur et à mesure qu'augmente la population urbaine, il devient de plus en plus indispensable d'équilibrer les besoins de l'environnement et de l'économie et d'assurer l'égalité sociale si nous voulons instaurer des modes de vie qui permettent à notre planète et à nos peuples de survivre au cours des générations futures.

L'exode rural aura un impact dramatique sur les ressources de la planète. Il aura également pour

résultat des changements politiques importants, les municipalités devenant alors directement responsables des solutions à apporter aux problèmes environnementaux critiques.

La justice environnementale

Toutes les villes du monde sont tributaires de zones rurales représentant plusieurs fois leur superficie pour fournir de la nourriture et de l'eau à leurs citoyens, sans parler des ressources nécessaires à la production de biens de consommation. Mais jusqu'à présent l'on a accordé très peu d'attention à la mise en place des moyens dont les villes auront besoin pour relever ces défis environnementaux.

Les accords sur l'environnement

La Journée mondiale de l'environnement 2005 sera marquée par toute une série de manifestations spéciales axées sur les problèmes de l'environnement urbain tels que recyclage, énergie renouvelable, conservation des ressources, justice environnementale et santé publique. Les maires des plus grandes villes du monde échangeront des idées et des expériences, fixeront des objectifs pour améliorer l'environnement urbain et recenseront les moyens permettant de les atteindre. Toutes leurs contributions seront réunies dans un document appelé les Accords de San Francisco sur l'environnement urbain et elles constitueront la toute première série d'accords sur l'environnement passés entre municipalités. Ces accords nous aideront tous à agir au niveau local tout en pensant au niveau mondial ■

L'esprit du "Mottai Nai"

Yuriko Koike explique comment l'un des pays les plus urbanisés du monde s'attache à créer un environnement viable par son action sur le traitement des déchets et le changement climatique

Les activités socio-économiques de base, notamment les activités commerciales et celles de la vie quotidienne sont à l'origine de beaucoup de problèmes environnementaux. Il nous faut donc procéder à une réévaluation fondamentale de nos activités économiques et de nos modes de vie, en mobilisant activement toutes les connaissances que nous avons de la protection de l'environnement. Cette synthèse de la protection de l'environnement et de la croissance économique conduira à l'établissement d'une société durable.

Le Japon compte entreprendre une réforme socio-économique fondamentale en vue d'établir une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux et une économie produisant peu de gaz carbonique.

Lorsqu'elle s'est rendue au Japon en février 2005, Wangari Maathai, lauréate du prix Nobel de la paix, Vice-Ministre de l'environnement du Kenya, a vivement apprécié l'esprit japonais du mottai nai – qui signifie comportement ou attitude qui respecte et préserve les produits et les ressources. Estimant qu'il est nécessaire au monde entier, elle s'est attachée à diffuser ce message dans l'espoir qu'il devienne d'usage courant, comme le terme japonais tsunami.

Elaborer des directives

Dans l'esprit du mottai nai, le Japon s'est engagé à accélérer l'avènement d'une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux par l'initiative des 3RD, réduction, réutilisation et recyclage des déchets. Il s'est engagé à promouvoir la réduction systématique des matériaux, ainsi que leur utilisation rationnelle, de façon à créer une société ne produisant pas d'émissions. Pour atteindre cet objectif, nous accélérerons la réduction et le recyclage des déchets municipaux en élaborant des directives sur leur collecte et leur tri et en fixant des redevances pour leur traitement.

Nous encouragerons les autorités locales à construire des installations efficaces de traitement et de recyclage des déchets et à

installer (johkasoh) sur place des systèmes de traitement des ordures ménagères en introduisant une nouvelle subvention afin d'établir cette société fondée sur un cycle rationnel des matériaux. Nous réviserons la loi sur la collecte, le tri et le recyclage des conteneurs et des emballages. Les autres lois révisées sur le traitement des déchets – notamment celle sur la gestion des déchets et la propreté publique – seront présentées lors de la présente session parlementaire afin de renforcer les mesures de lutte contre le déversement illicite des déchets à grande échelle et leur exportation inappropriée et mettre en place un système mieux adapté.

La promotion de la réduction, de la réutilisation et du recyclage des déchets, ressources et produits – connue aussi sous le nom d'initiative 3R – a pris beaucoup d'importance au niveau international. Une réunion ministérielle tenue au Japon en avril 2005 a officiellement lancé l'initiative 3R dont le Premier Ministre Koizumi s'était fait le

défenseur au Sommet du G8 à Sea Island, en 2004. Je saisis la présente occasion pour m'engager à la faire connaître plus largement à la communauté internationale.

Problèmes environnementaux

L'année dernière, le Japon a subi tout d'abord une vague de chaleur estivale sans précédent, puis un grand nombre de typhons qui ont frappé la partie continentale et entraîné de nombreuses pertes en vies humaines et des dégâts considérables. Je ne doute pas que, dans ces conditions, chaque citoyen soit à même de se rendre compte des changements et des anomalies climatiques et qu'il en aura davantage pris conscience, ce qui nous donne l'occasion de nous montrer plus sensibles aux changements climatiques et aux autres problèmes environnementaux qui nous touchent très directement. D'autre part, la fréquence et l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes vont vraisemblablement augmenter à mesure que le climat se modifiera.

La communauté internationale a fait un pas en avant dans l'atténuation des effets du changement climatique avec l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, le 16 février 2005. Il est essentiel que le Japon, qui a présidé la troisième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques au cours de laquelle le Protocole a été adopté, tienne l'engagement qu'il a pris de réduire ses émissions de 6%. De plus, avant tout autre pays, le Japon devrait encourager une économie produisant peu de gaz carbonique



Jeff Green/Still Pictures



La fréquence et l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes vont vraisemblablement augmenter à mesure que le climat se modifiera

par des politiques et des mesures à moyen et long terme comprenant le développement et la diffusion des technologies appropriées.

A cet effet, le Gouvernement japonais établira un Plan de réalisation des objectifs du Protocole de Kyoto, comprenant des politiques et des mesures propres à garantir que nous ferons le nécessaire pour respecter les engagements que nous avons pris au titre du Protocole. Il favorisera aussi des mesures d'appui pour une meilleure utilisation des énergies renouvelables par les collectivités locales, le développement de technologies de pointe et la création de nouvelles entreprises pour lutter contre le changement climatique : mise en place d'un système national volontaire de commerce des émissions et organisation d'une campagne intensive pour susciter un vaste mouvement national. Par ailleurs, nous allons travailler à la révision de la loi sur la politique concernant les changements climatiques afin d'introduire des systèmes de comptage, de présentation de rapports et de divulgation d'informations pour les émissions de gaz à effet de serre par les entreprises commerciales.

Interactions positives

Le Gouvernement japonais est convaincu qu'un nouvel impôt environnemental serait aussi une mesure efficace. En 2004, le Ministère de l'environnement a publié des plans à cet effet et le Gouvernement l'examinera en temps utile en vue d'assurer l'efficacité des politiques et mesures préconisées dans le Plan de réalisation des objectifs du Protocole de Kyoto.

Des négociations internationales sur les engagements à prendre après Kyoto seront lancées en 2005 et le Japon est déterminé à travailler activement à l'établissement de règles communes à toutes les Parties en instaurant un dialogue avec les autres pays.

Dans le cadre de nos efforts pour établir une économie produisant peu de gaz carbonique et créer une société fondée sur un cycle rationnel d'utilisation des matériaux, nous assurerons la promotion de mesures propres à modifier les activités économiques et les modes de vie - innovations technologiques et campagnes de sensibilisation des citoyens - afin qu'un changement important intervienne rapidement au niveau économique et social.

Nous sommes déterminés à encourager les communautés locales, en particulier les familles et les écoles, dans leurs efforts. Nous favoriserons le développement communautaire qui contribuera à établir des interactions positives entre l'environnement et l'économie. Nous sommes également déterminés à promouvoir les activités de conservation de l'environnement et l'éducation pour l'environnement, ce qui permettra d'avoir une interaction plus étroite avec les individus dans le cadre de leur vie quotidienne - par exemple

appui à la remise en état de bâtiments scolaires avec des moyens respectueux de l'environnement, introduction de piles à combustible et promotion de l'éducation pour l'environnement dans les foyers. Nous nous engageons en outre à promouvoir le développement et la diffusion des technologies environnementales, notamment l'application de la nanotechnologie, et à favoriser la création et l'amélioration des entreprises écologiques.

Nous sommes déterminés à continuer à apporter notre contribution au niveau international, notamment en diffusant nos technologies environnementales et nos modes de vie et en participant activement à la coopération dans le domaine de l'environnement dans la région de l'Asie et autour.

Sur cette base, nous réexaminerons notre Plan national fondamental pour l'environnement afin d'y intégrer les principes essentiels qui sous-tendent ces nouvelles politiques environnementales.

Lorsque nous appliquerons ces mesures, nous veillerons à renforcer encore les liens entre les pouvoirs publics et les autres parties concernées : citoyens, groupes de la société civile, entités commerciales et autorités locales. Nous mettrons tout en œuvre pour que toutes les parties concernées s'intéressent davantage aux problèmes environnementaux et participent aux activités de protection de l'environnement, en déployant des efforts pour mener des activités de relations publiques axées sur la Journée mondiale de l'environnement, au mois de juin de chaque année.

La possibilité que nous aurons de faire du XXI^e siècle celui de l'environnement et d'assurer la viabilité de notre société dépendra de la façon dont nous vivons aujourd'hui. Nous sommes à la croisée des chemins. Nous devons aller de l'avant sans hésitations pour accomplir ce qui doit l'être si nous voulons préserver la Terre pour les générations futures, en regardant plus loin que l'avenir immédiat.

Nous sommes déterminés à n'épargner aucun effort pour établir une nation écologiquement rationnelle dans laquelle chacun de nous puisse prendre conscience de sa responsabilité vis-à-vis de la planète, au moment où nous procédons à une évaluation approfondie des résultats de ces efforts pour améliorer l'environnement ■

Yuriko Koike est Ministre de l'environnement du Japon

Des Villes sans taudis

Anna Tibaijuka lance un appel en faveur de stratégies plus ambitieuses pour améliorer les conditions de vie des habitants de taudis et arrêter le développement de nouveaux bidonvilles

Un milliard de personnes dans le monde vivent actuellement dans des bidonvilles et leur nombre devrait encore doubler au cours des 25 prochaines années. Mais les taudis ne sont pas plus inévitables qu'ils ne sont acceptables. Il est peut-être plus difficile de surmonter une pauvreté relative mais il est certainement possible de garantir aux déshérités des services de base et des logements convenables.

L'histoire des villes du monde développé le prouve bien. Au XIXe siècle, partout en Europe et en Amérique, les centres urbains ont explosé. La population de Londres est passée de 800 000 habitants en 1800 à plus de 6,5 millions en 1900. Celle de Paris est passée de 500 000 à plus de 3 millions et, vers 1900, New York comptait 4,2 millions d'habitants.

Les citadins pauvres de toutes ces villes vivaient dans des conditions effroyables. Avec l'avènement des médias de masse, de nombreux journalistes et auteurs illustres – Dickens, Mayhew et Zola par exemple – se sont attachés à défendre leur cause en engageant les politiciens et les professionnels à réformer les villes.

Evolution démographique

Aujourd'hui, un siècle plus tard, 50 % environ de la population mondiale vit en ville. L'Europe, l'Amérique du Sud et du Nord et les Caraïbes se sont stabilisées et environ 75 % de leur population vit en agglomération. Mais, selon les projections d'ONU-Habitat, l'Afrique et l'Asie, où la population est encore essentiellement rurale, devraient connaître un bouleversement démographique. Un tiers des 3 milliards de citadins du monde vit actuellement dans des taudis. Et si la tendance actuelle se poursuit, ils seront 2 milliards d'ici à 2030.

Le rapport de la Commission pour l'Afrique « Notre intérêt commun », auquel j'ai contribué puisque j'étais l'une des 17 responsables, a révélé que l'urbanisation est le deuxième défi le plus important, après celui de la pandémie du VIH/SIDA,

que devront relever les Africains. Les raisons en sont assez évidentes. L'Afrique devrait cesser d'être un continent rural d'ici à 2030 lorsque, selon les prévisions, 51 % de sa population vivra dans des zones urbaines. 71 % de la population urbaine de l'Afrique vit déjà dans des taudis, ce qui est impressionnant. Si la situation ne change pas, nous avons là une recette de catastrophes et de conflits à long terme.

Espérance de vie

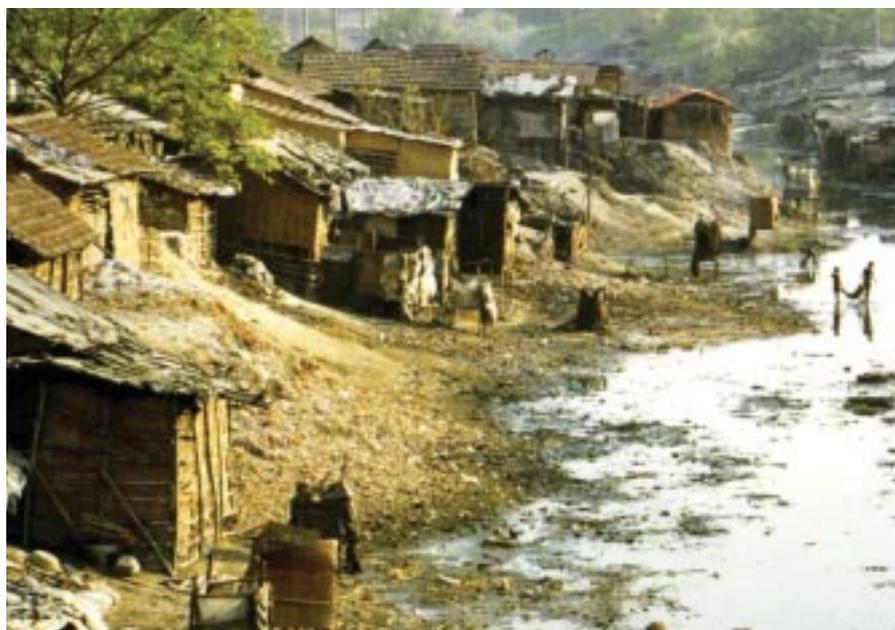
Les statistiques mondiales intervilles montrent que les taudis sont dangereux. Leurs habitants sont victimes de crimes et de violences et souffrent plus fréquemment de maladies. La mortalité infantile y est beaucoup plus élevée qu'ailleurs, l'espérance de vie beaucoup plus courte et les taudis se transforment rapidement en terrains fertiles pour la propagation du SIDA. A Nairobi – où plus de 60 % de la population urbaine vit sur 5 % du territoire – 150 enfants de taudis sur 1 000 meurent âgés de moins de cinq ans, contre 83,9 sur 1 000 dans les habitations formelles de la ville et 113 sur 1 000 dans les zones rurales.

La Déclaration du Millénaire fixe comme cible, au titre des Objectifs de développement pour le Millénaire, l'amélioration des conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis d'ici à 2020.

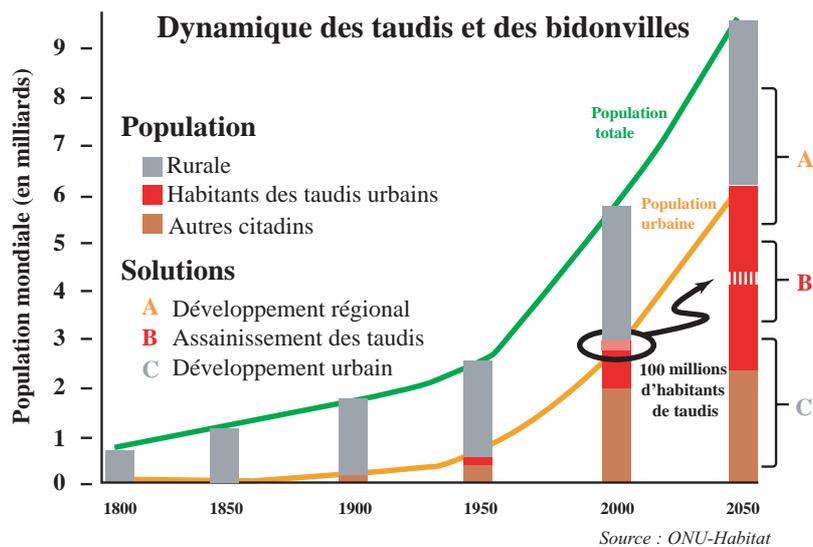
La communauté internationale a reconnu la nécessité urgente de villes viables du point de vue environnemental et social. En 2002, l'Assemblée générale a promu ONU-Habitat au rang de Programme des Nations Unies pour les établissements humains afin d'aider la communauté internationale à relever le défi de l'urbanisation. Les problèmes de l'environnement construit sont dorénavant considérés comme prioritaires et, depuis quelque temps, ONU-Habitat collabore avec tous les partenaires du Programme pour l'habitat – gouvernements, pouvoirs locaux, organisations non gouvernementales, secteur privé, groupes communautaires et autres institutions des Nations Unies, notamment le PNUE – pour améliorer la viabilité de l'environnement urbain et veiller à ce que les pauvres aient droit de cité dans les villes.

A la Conférence de Stockholm sur l'environnement, en 1972, Indira Gandhi, alors Premier Ministre de l'Inde, déclarait : "La pauvreté est le plus grand polluant qui soit". Aujourd'hui, alors que l'urbanisation de la pauvreté se transforme en une sombre réalité, il importe de cibler les citadins pauvres.

Le Sommet de la Terre à Rio, en 1992, a été l'un des premiers à reconnaître que les objectifs internationaux concernant l'environnement naturel ne seraient pas atteints si l'on ne s'y attaquait pas au niveau local. Le lancement des programmes



Gautam Banerjee/Topfoto



elle veut arriver à le résoudre. En effet, ONU-Habitat estime qu'il faut revoir l'Objectif de développement pour le Millénaire relatif aux taudis si l'on veut surmonter le problème de la pauvreté.

Quand la communauté internationale a fixé la cible 11 de l'Objectif 7 en 2000 à un niveau, en chiffre absolu, de 100 millions d'habitants de taudis, dans le contexte de villes sans taudis, elle avait supposé que ce chiffre – qui représentait 10 % de la population des taudis à l'époque – était adéquat. Or ce chiffre modeste ne tenait pas compte de l'augmentation prévue du nombre d'habitants de taudis qui – d'après le rapport d'ONU-Habitat « Le défi des taudis » – devrait atteindre 1,6 milliard en 2020.

En d'autres termes, ONU-Habitat estime qu'il est indispensable de faire davantage pour anticiper la croissance des taudis si l'on veut que cet objectif soit utile. La communauté internationale doit s'engager à soutenir toute une gamme d'activités : renforcement des capacités pour mettre en place des stratégies nationales intégrées de développement urbain, amélioration des résultats des autorités locales en matière de gestion de la croissance urbaine et d'exécution des plans d'utilisation des sols, et mobilisation plus efficace de ressources.

Il importe de trouver d'urgence des mécanismes de financement novateurs susceptibles de capitaliser l'épargne intérieure pour des projets bancables visant à construire des logements abordables. Le Fonds pour l'amélioration des taudis et des bidonvilles d'ONU-Habitat, qui a pour objectif à long terme de fournir des mécanismes de garantie pour obtenir des fonds du secteur privé pour des projets d'assainissement des taudis et des investissements en faveur des pauvres est un bon exemple.

Les partenariats entre institutions des Nations Unies, comme celui existant entre le PNUE et ONU-Habitat, peuvent considérablement faciliter la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire; mais il nous faut encore trouver d'autres moyens innovants de travailler ensemble. Les efforts conjugués de tous les partenaires du Programme pour l'habitat : donateurs, pouvoirs publics, autorités locales, secteur privé, organisations non gouvernementales et autres institutions des Nations Unies devraient permettre de faire en sorte que nos enfants vivent dans des villes sans taudis – dans un monde de cités vertes durables ■

Anna Tibaijuka est Directrice exécutive d'ONU-Habitat

locaux d'Action 21 a été une bonne base de coopération à long terme entre ONU-Habitat et le PNUE. Dans ce contexte, beaucoup a été fait dans les villes du monde entier pour donner aux autorités locales davantage de moyens pour gérer l'environnement urbain.

Ainsi Nakuru, au Kenya, risquait de détruire l'habitat naturel des flamants roses sur son fameux lac. Après une décennie de travail avec les autorités locales, c'est maintenant la première ville de la région qui ait mis au point un plan complet d'urbanisme. L'industrialisation a été rationalisée et l'effet des polluants réduit. Cette approche intégrée a tenu compte des conditions de vie des citoyens pauvres vivant dans des taudis le long des berges du lac : leur participation et leur inclusion ont aidé à réduire la prolifération dangereuse d'eaux usées et de déchets solides. Elle comprend également des stratégies à long terme d'assainissement des taudis.

Le partenariat entre ONU-Habitat et le PNUE comprend des programmes tels que Cités durables et De l'eau pour les villes africaines. Le programme Cités durables, mis en œuvre dans le monde entier, vise à dépasser les frontières opérationnelles qui entravent la réussite de la planification et de la mise en œuvre des activités environnementales.

En commençant par consulter toutes les parties prenantes –entreprises privées, vendeurs des rues, institutions gouvernementales et organisations non gouvernementales, propriétaires de la classe moyenne et habitants des taudis – ce programme définit les priorités pour redresser l'administration des villes. Les projets du programme Cités durables ont transformé des villes où régnait le chaos, comme Dar es-Salaam, en centres économiques dynamiques et bien administrés fonctionnant sur la base de

partenariats entre les secteurs public et privé; ce projet a connu un tel succès que le programme est maintenant mis en œuvre dans toutes les villes de Tanzanie. Il a également servi de base aux interventions ultérieures d'assainissement des taudis.

Gérer les ressources en eau

De l'eau pour les villes africaines – initiative relativement récente entreprise conjointement par ONU-Habitat et le PNUE – vise à fournir de l'eau propre et des services d'assainissement aux citoyens pauvres. Bien trop souvent, les évaluations laissent penser qu'ils ont facilement accès aux services de base, oubliant que chaque latrine est souvent utilisée par 500 personnes ou que l'eau arrive par des conduites éclatées, proches des égouts à ciel ouvert. ONU-Habitat et le PNUE ont mis ce programme en place dans le cadre du suivi de la Déclaration adoptée au Cap, en 1997, par les Ministres africains pour s'attaquer à la crise de l'eau toujours plus grave en Afrique. Le programme est maintenant réalisé à Abidjan, Accra, Addis-Abeba, Dakar, Johannesburg, Lusaka et Nairobi. Il contribue à la réforme du secteur de l'eau dans cinq de ces villes : des plans d'action environnementaux aident à protéger les ressources en eau dans trois d'entre elles et, dans six, des campagnes de sensibilisation ont permis d'obtenir un appui politique de haut niveau pour la gestion des ressources en eau et des investissements en faveur des pauvres.

Avec des projets de ce type, ONU-Habitat, en partenariat avec le PNUE, espère aider à atteindre les Objectifs de développement pour le Millénaire et arriver à obtenir que les citoyens pauvres aient droit de cité. Cependant, la communauté internationale devra accorder beaucoup plus d'attention au problème des taudis si

PERSONNALITÉS

Sept personnalités mondiales ont été désignées par le PNUE pour recevoir la distinction "Champions de la Terre", récompense destinée aux réalisateurs et dirigeants de chaque région du monde qui se sont distingués en matière d'environnement. Les prix ont été remis au siège des Nations Unies à New York, le 19 avril, aux personnalités suivantes : S.S. le Patriarche œcuménique Bartholomew, S.M. le Roi Jigme Singye Wagchuk et le peuple du Bhoutan, le Président Thabo Mbeki et le peuple sud-africain, Julia Carabias Lillo, ancien Ministre de l'environnement du Mexique, Sheila Watt Cloutier du Canada, Présidente de la Conférence circumpolaire des Inuits, Zhou Qiang et la Fédération de la jeunesse de toute la Chine et, à titre posthume, S.E. Sheikh Zayed Bin Sultan Al-Nahyan des Emirats arabes unis.



S.S. le Patriarche œcuménique Bartholomew

Le Prix pour l'Europe a été remis à **S.S. le Patriarche œcuménique Bartholomew** pour avoir montré la voie aux chefs religieux en leur faisant partager son souci de l'environnement. Il a été l'initiateur de colloques et de dialogues visant à mobiliser les forces morales et spirituelles afin de parvenir à l'harmonie entre l'humanité et la nature, notamment une série de colloques axés sur l'eau, les mers et les fleuves sur le thème "La religion, la science et l'environnement". Ces colloques visent également à favoriser la compréhension entre les confessions et à encourager le dialogue entre elles.



S.M. le Roi Jigme Singye Wanchuk

Le Prix pour l'Asie et le Pacifique a été attribué à **S.M. le Roi Jigme Singye Wanchuk** et au peuple du Bhoutan en reconnaissance de "la détermination de ce pays à placer l'environnement au cœur de sa Constitution et de tous ses plans de développement". Les juges ont rendu hommage à son "expérience réussie en matière d'environnement avec plus de 74 % des terres couvertes de forêts, dont 26 % sont désignées comme zones protégées."

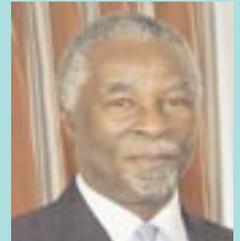
Le Prix pour l'Asie occidentale a été décerné à **S.E. Sheikh Zayed Bin Sultan Al-Nahyan** pour "l'œuvre de toute une vie" consacrée à la protection de l'environnement de son pays et pour ses contributions à l'agriculture, au reboisement et à la protection d'espèces qui ont "suscité beaucoup d'éloges". Sous sa direction, 100 millions d'arbres ont été plantés, la chasse a été interdite il y a plus d'un quart de siècle et un sanctuaire a été créé sur l'île de Sir Bani Yas pour sauvegarder des espèces menacées



S.E. Sheikh Zayed Bin Sultan Al-Nahyan

d'extinction comme l'oryx d'Arabie et la gazelle des sables.

Le Prix pour l'Afrique a été remis au Président Thabo Mbeki et au peuple sud-africain pour "l'engagement du pays en faveur de la diversité culturelle et environnementale" et pour les efforts déployés afin d'atteindre les objectifs de la Déclaration du Millénaire 2000 et le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable. Il a été fait mention en particulier de ses réalisations pour atteindre les objectifs de Johannesburg consistant à fournir de l'eau propre et des services d'assainissement et de son rôle de chef de file au niveau mondial en ce qui concerne les pratiques de conservation, notamment "d'avoir fait du concept révolutionnaire de parrainage de Parcs pour la paix son fer de lance pour soutenir la conservation transfrontalière d'habitats sauvages extrêmement importants".



Président Thabo Mbeki



Julia Carabias Lillo

Le Prix pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été décerné à Julia Carabias Lillo pour ses "efforts de coordination des programmes de recherche et de développement rural dans des communautés de paysans extrêmement pauvres des quatre régions du Mexique" et pour le "succès de sa collaboration avec différents secteurs comprenant les pouvoirs publics, les milieux académiques et la société civile".



Sheila Watt-Cloutier

Le Prix pour l'Amérique du Nord a été remis à **Sheila Watt Cloutier** pour ses "contributions concernant le réchauffement de la planète" et pour avoir exprimé clairement les préoccupations de son peuple "face aux effets dévastateurs du changement climatique et de son agression incessante contre le mode de vie traditionnel des Inuits". Les juges ont également cité sa "contribution exemplaire aux efforts déployés mondialement pour éliminer les polluants organiques persistants qui menacent particulièrement les peuples et les écosystèmes de l'Arctique".



Zhou Qiang

Enfin, **Zhou Qiang** et la Fédération de la jeunesse de toute la Chine ont reçu un Prix spécial. Ce prix témoigne des "réalisations extraordinaires" de M. Zhou en qualité de Président honoraire de la Fédération et responsable de l'Opération de protection de la Rivière mère en Chine qui a "mobilisé des millions de jeunes chinois pour la protection de l'environnement". Les juges ont félicité la Fédération qui représente une "force très importante pour la protection de l'environnement" et rappelé qu'elle a "fait participer 300 millions de jeunes et entrepris 882 projets de reboisement sur 191 000 hectares".

Des progrès rapides

HAN ZHENG décrit comment l'une des villes les plus peuplées du monde assure les transports viables

C'est dans les villes que les gens se réunissent pour atteindre un développement matériel et culturel rapide et harmonieux et pour utiliser efficacement les ressources naturelles, l'espace et l'information. C'est dans les cités que les civilisations s'intègrent et évoluent. Malgré les défis et problèmes du développement, les villes conservent leur séduction et continuent à s'améliorer.

Les transports, un des services les plus importants des villes, jouent un rôle capital dans le développement économique et social. L'une des villes les plus dynamiques de la Chine, Shanghai, a connu un essor économique rapide mais stable depuis 1992, avec une croissance annuelle de son PIB de plus de 10 %. Grâce à des années d'efforts acharnés, elle a aussi obtenu des résultats remarquables dans le domaine des transports publics. L'Exposition mondiale de 2010, qui donnera à l'économie une vigueur et une vitalité nouvelles, offrira à Shanghai une excellente occasion d'améliorer la qualité de son environnement, d'accélérer son développement urbain et de relever le défi du développement durable.

Depuis 1990, Shanghai a optimisé ses énergies, délocalisé ses industries polluantes et s'est concentrée sur le développement du secteur tertiaire, ce qui lui a permis, année après année, de réduire la pollution provenant de la combustion du charbon. Cependant, le nombre de voitures dans les rues a tellement augmenté que la pollution de l'air provoquée par les pots d'échappement a été de mal en pis. Au cours de la dernière décennie, les émissions d'oxydes d'azote ont augmenté chaque année : en 2000, elles représentaient plus de 70 % de la pollution totale de l'air au centre de Shanghai.

L'augmentation de la demande résultant d'une croissance rapide a exercé une forte pression sur le système de transport des passagers et de fret et sur le trafic routier. Shanghai est confrontée à des encombrements depuis le milieu des années 1990. Son développement socio-économique se poursuivant, le nombre total de véhicules devrait atteindre 2 millions d'ici à 2010 et même dépasser 3

millions d'ici à 2020. Avec 50 à 140 % de véhicules de plus sur les routes, le système de transport métropolitain de Shanghai devra relever des défis encore plus importants.

Développement environnemental

Le Livre blanc des transports métropolitains de Shanghai a été préparé – avec la participation de tous les départements publics de Shanghai et des instituts de recherche de Chine et de l'étranger – pour réaliser un développement social, économique et environnemental coordonné tout en maintenant une croissance économique rapide et stable. Il présente une stratégie de développement du système de transport métropolitain en trois dimensions qui donne la priorité au développement des transports publics.

Les autorités de Shanghai se sont engagées à mettre en œuvre le Livre blanc et elles ont amélioré les transports municipaux avec réalisme en construisant des installations, en améliorant la gestion de la demande et en réformant l'administration publique. Des plans à long terme ont été élaborés pour réaliser et promouvoir un développement harmonieux entre les transports et le progrès socio-économique.

Les transports sont vitaux et le

développement économique durable requiert un travail incessant. La municipalité de Shanghai a invité des experts chinois et étrangers pour effectuer des recherches sur des mesures possibles de promotion de transports viables. En novembre 2003, elle a signé un Protocole d'accord sur le partenariat de Shanghai pour des transports viables avec EMBARQ (le Centre de l'Institut des ressources mondiales pour le transport et l'environnement) et la Fondation Shell afin de lancer des recherches conjointes sur la mise au point d'indicateurs de transport viable pour la ville. Les autorités municipales de Shanghai ont également organisé la préparation du premier amendement au Livre blanc.

Plusieurs résultats à moyen terme ont aussi été obtenus dans l'élaboration d'un système complet d'indicateurs pour l'évaluation détaillée du transport viable. La mise en place d'un tel système devrait faciliter l'analyse quantitative et une évaluation raisonnable des transports métropolitains de Shanghai et rendre nos politiques plus pratiques, mieux centrées et plus favorables à un développement socio-économique coordonné. Il jouera aussi un rôle positif dans la conservation des ressources et la protection de l'environnement de notre belle ville et offrira à nos concitoyens un réseau de transports métropolitains commodes, sûrs, confortables et propres.

En tant que membre de la famille Terre, Shanghai est déterminée à assumer avec d'autres villes la responsabilité de conserver la beauté et l'harmonie de la planète dont nous dépendons ■

Han Zheng est Maire de Shanghai



Ron Gilings/Still Pictures



Jeff Greenberg/Still Pictures

Des villes Verdoyantes

Penser au niveau mondial, agir au niveau local. Ce slogan existe depuis des décennies. Mais les conséquences de l'urbanisation accélérée dans le monde entier le rendent peut-être plus actuel que jamais.

En 1950, moins d'une personne sur trois vivait dans une ville. Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale, 3 milliards, vit dans des zones urbaines. D'ici à 2030, près de deux personnes sur trois habiteront dans des villes et les 90 % de cette croissance urbaine interviendront dans les pays en développement. En 1950, seule la ville de New York comptait plus de 10 millions d'habitants; d'ici à 2015, il y aura 23 de ces « mégalopoles », dont 19 dans le monde en développement. Et pourtant, ce n'est pas là que l'urbanisation sera la plus rapide, mais dans les centres urbains comptant actuellement moins de 500 000 habitants.

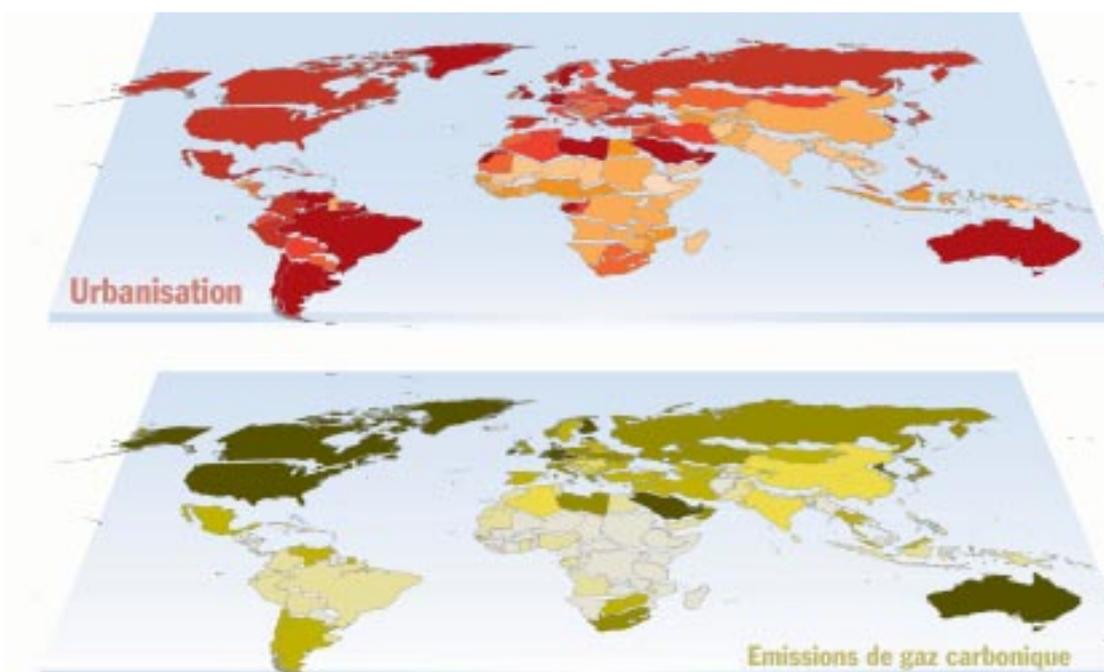
Des raisons économiques, sociales et culturelles sont à l'origine de cette urbanisation accélérée. Par le passé, l'urbanisation du monde développé était essentiellement fonction de la croissance économique, là où il y avait des emplois, et elle rendait les villes productives. Par contre, l'urbanisation nouvelle des pays en développement n'est pas toujours liée à l'existence de possibilités d'emplois.

Beaucoup de gens arrivent dans les villes pour des raisons d'intérêt social ou poussés par l'espoir de trouver du travail, et ils finissent par se retrouver piégés dans des taudis et sans avenir. Plus d'un milliard de personnes se trouvent dans cette situation, principalement en Asie, en Afrique et en Amérique latine; et leur nombre pourrait dépasser les 2 milliards au cours des 15 prochaines années. Par rapport à l'environnement, cependant, la question fondamentale n'est pas de savoir pourquoi, mais comment cette urbanisation se produit, et quelles en sont les conséquences pour la planète et ses écosystèmes ?

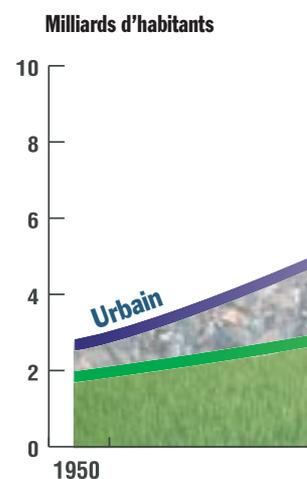
Les écosystèmes naturels sont notre survie, en ville ou à la campagne. Ils nous fournissent l'air, les aliments et l'eau. Ils régulent notre environnement en nettoyant l'air (par exemple les arbres) et en filtrant l'eau (par exemple les terres humides). Enfin, ils enrichissent nos vies avec des espaces verts et sauvages où nous pouvons nous détendre et avoir la tranquillité. Sans cela, notre bien-être serait compromis.

Les zones urbaines "importent" d'énormes quantités de marchandises – combustibles, produits alimentaires et eau – d'écosystèmes qui dépassent leurs frontières, comme les exploitations agricoles, les forêts et les bassins versants.

L'urbanisation endommage les écosystèmes bien au-delà des limites des villes – jusqu'aux niveaux national et mondial



La croiss



UNEP/Earthsc

Source : ONU-Habitat (2001) – L'état des villes dans le monde

Les villes, elles, "exportent" leurs déchets – ordures, eaux usées, pollution de l'air. Les deux processus se répercutent sur les services fournis par les écosystèmes.

L'urbanisation endommage les écosystèmes bien au-delà des limites des villes – jusqu'aux niveaux national et mondial. Les écosystèmes des forêts et des terres humides, si riches en biodiversité, sont menacés par l'importation insoutenable de marchandises, provenant de l'abattage des arbres dans les forêts et de la construction non planifiée de logements dans des écosystèmes ruraux et à la périphérie des villes. Les "exportations" de déchets polluent les rivières en aval et les eaux côtières du fait que les villes s'amplifient de telle façon qu'elles n'ont plus la capacité de les traiter de façon adéquate et de les éliminer. La pollution de l'air, elle non plus, ne connaît pas de frontières : environ 80 % des émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, viennent maintenant des villes.

Ce changement climatique ne vient pas à l'esprit des pouvoirs locaux qui subissent la pression de l'urbanisation. Néanmoins, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des orages qui en résulte a des incidences financières et humaines importantes, en particulier dans les villes côtières souvent frappées par des ouragans. Le changement climatique induit aussi des températures imprévisibles et extrêmes qui peuvent se traduire par des coûts énergétiques plus élevés pour la

production, le chauffage et la climatisation, ce qui crée un cercle vicieux avec davantage d'émissions de gaz à effet de serre.

Solutions durables

Il existe des solutions durables qui traitent simultanément les problèmes environnementaux locaux et mondiaux. Prenez par exemple les transports et la production d'énergie qui, tous deux, contribuent le plus à la pollution de l'air dans les villes et au changement climatique mondial. Des carburants et des véhicules moins polluants, l'utilisation de combustibles plus propres pour la cuisson comme le gaz naturel, des sources d'énergie renouvelables et un meilleur rendement énergétique réduiraient considérablement la pollution de l'air et atténueraient le réchauffement de la planète. Un air plus propre aurait des effets positifs sur la santé et, de ce fait, augmenterait la productivité et les gains économiques aux niveaux individuel et collectif.

En ce qui concerne les ressources en eau, il existe aussi des liens et des solutions entre les niveaux local et mondial. Le fait de couper du bois dans les forêts rurales pour "importer" du bois de feu dans les villes et "exporter" des déchets et des eaux usées n'ayant pas subi un traitement adéquat détériorent les écosystèmes et les ressources en eau. Une fois ces écosystèmes détériorés, ils perdent leur capacité à fournir, emmagasiner et nettoyer

les ressources en eau des villes, ce qui augmente les coûts. Par contre, les villes qui ont investi dans leur protection ont fait des économies sur les coûts de traitement.

La Journée mondiale de l'environnement 2005 sur le thème "Des villes vertes – un plan pour notre planète" tient compte de ce lien local-mondial et offre une occasion de partager ces solutions, d'en discuter et d'apprendre. Il est indispensable de partager et d'étendre les meilleures pratiques dans les domaines des transports publics, de l'énergie, des espaces urbains verts, et de la gestion des ressources en eau. Les villes de tous les pays doivent s'unir dans leur intérêt et dans celui de tous. Les leçons doivent être partagées tous azimuts : Nord-Sud, Sud-Sud et Sud-Nord.

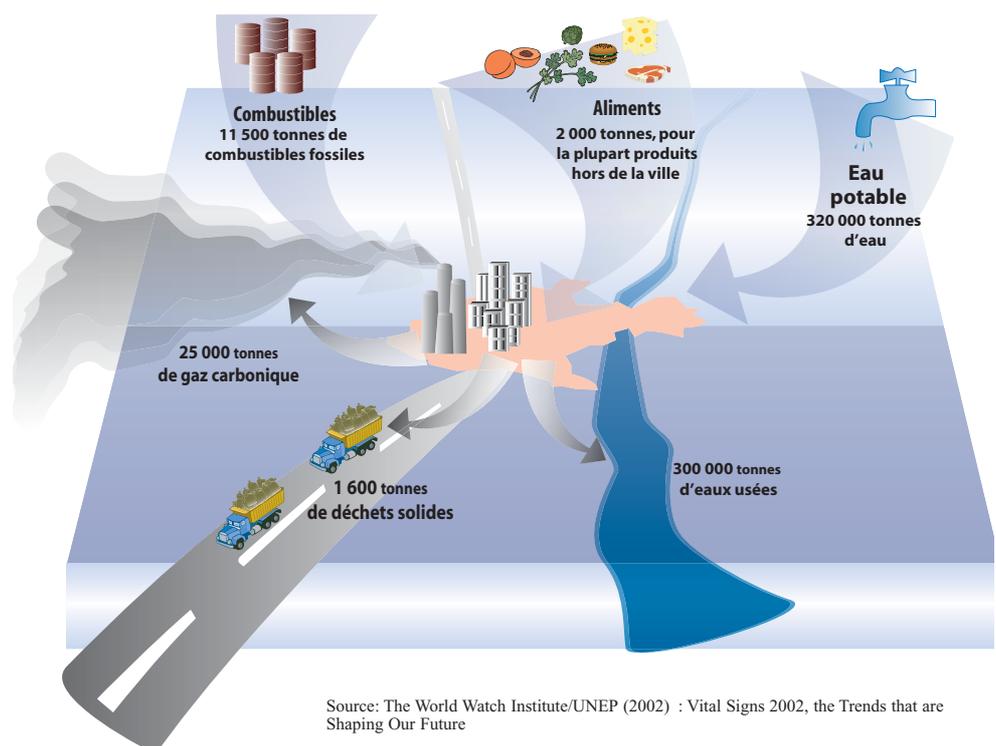
En 2000, les dirigeants du monde ont adopté tous ensemble les Objectifs de développement pour le Millénaire. Le 7e de ces objectifs, la viabilité de l'environnement, se retrouve dans tous les autres comme un fil conducteur. L'urbanisation accélérée menace rapidement de défaire ce tissu d'ODM – si nous ne reconnaissons pas que les écosystèmes fournissent des services vitaux pour les citoyens et si nous n'intégrons pas cette reconnaissance dans la planification du développement ■

Tim Kasten est Chef de la Division de l'élaboration des politiques du PNUE, qui est chargée de coordonner les activités du PNUE dans le domaine de l'environnement urbain

ance du monde



an (2003) : l'Avenir de l'environnement mondial 2003



Source: The World Watch Institute/UNEP (2002) : Vital Signs 2002, the Trends that are Shaping Our Future



Carlos Guarita / Still Pictures

de 30 % dans la zone imposée et les émissions polluantes dues à la circulation ont baissé de 12 %.

Cette taxe a rendu le centre de Londres plus propre, plus sûr et plus agréable pour y travailler, le visiter et y vivre. Le soutien que j'ai reçu a augmenté à mesure que les résidents se rendaient compte des avantages tangibles de cette taxe et des améliorations qu'elle avait apportées à leur environnement. Avant son introduction, 39 % des Londoniens avaient appuyé ma proposition. Au cours de la première année de son application, ils étaient 48 % et lors du dernier sondage nous étions arrivés à 54 %.

L'air de Londres est bien plus propre maintenant que dans les rues enfumées de la Cité victorienne, lorsque chaque foyer brûlait du charbon. Les niveaux de fumée et d'oxyde de soufre au centre de Londres ont baissé suite à l'introduction de la législation sur les zones sans fumée dans les années 1960 et cette tendance s'est largement maintenue. Mais la qualité de l'air y est toujours la plus mauvaise du Royaume-Uni et la pollution de l'air serait, chaque année, à l'origine de 1 600 décès prématurés parmi les Londoniens. C'est inacceptable.

Zones d'émissions faibles

Je me suis engagé à introduire une Zone d'émissions faibles pour bannir du Grand Londres les véhicules et les camions les plus polluants, en faisant ainsi la seule ville au monde à prendre une mesure aussi radicale pour régler le problème de la pollution de l'air. Cette décision est justifiée par les statistiques récentes du London Atmospheric Emissions Inventory qui montrent que les niveaux d'oxydes d'azote (NOx) et de fines particules (PM 10) dans la ville sont encore trop élevés et dangereux pour la santé.

Dans un premier temps, les 20 000 taxis de la ville, qui sont actuellement responsables de 24 % des particules fines et de 12 % des émissions de NOx produites par les transports routiers au centre de Londres, devront satisfaire à des normes rigoureuses en matière d'émissions. Le coût que représentera leur adaptation à ces nouvelles normes sera couvert par une augmentation linéaire de 20 pence par course à partir d'avril 2005. Tous les autobus de Londres seront équipés de pièges à particules d'ici à décembre 2005, ce qui réduira les émissions de PM 10 (et autres polluants) de plus de 90 % et fera de notre parc de transport le plus propre du pays. Ces dispositions devraient réduire les émissions, améliorer la santé et permettre d'atteindre les objectifs du Gouvernement concernant la qualité de l'air de la capitale.

Je voudrais aussi voir Londres adopter une approche plus stratégique de gestion des ►

S'élaner vers l'avenir

KEN LIVINGSTONE définit son programme de révolution verte dans l'une des plus grandes villes du monde et montre comment il gagne l'appui de plus en plus large du public

Londres est un lieu de vie merveilleux mais, avec 7,4 millions de personnes qui vivent, travaillent et se déplacent dans une si petite zone géographique, notre environnement est soumis à de rudes pressions. Je voudrais que les Londoniens en prennent conscience et se rendent compte qu'il est plus facile qu'ils ne pensent d'apporter quelques petits changements pour créer un cadre de vie plus agréable.

Aussi, pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement cette année, ai-je organisé le tout premier "show des modes de vie londoniens écologiques." Il donne un aperçu de la ville de demain, met en lumière les innovations et les nouveaux produits qui inspireront ceux qui sont concernés par la protection de l'environnement et qui inciteront un plus grand nombre de Londoniens à changer les choses.

Même des petits riens tels que mettre la télévision en mode de veille, ne remplir la bouilloire qu'avec la quantité d'eau nécessaire

ou recycler plus de débris peuvent contribuer à préserver Londres et à garantir aux générations futures la possibilité de jouir de la grande capitale britannique.

Le concept de développement durable porte sur l'amélioration de la qualité de notre vie à tous, maintenant et à l'avenir. Il est important que nous fassions davantage pour avoir un mode de vie durable, et nous devrions tous en assumer la responsabilité. Mais je voudrais aussi que l'on me connaisse comme un maire qui a pris des décisions politiques audacieuses pour améliorer l'environnement de Londres et en faire un lieu de vie fantastique pour les générations futures.

En février 2003, j'ai introduit une taxe d'encombrement sur les véhicules qui entrent dans le centre de la ville. Les oiseaux de mauvais augure prédisaient des pannes technologiques, des embouteillages et la foire d'empoigne, mais ils avaient tort. Cette mesure a réussi à réduire les retards dus à la circulation. Les encombrements ont diminué

déchets. Depuis la suppression du Conseil du Grand Londres en 1986, il n'y a plus un organisme unique responsable de la gestion stratégique des déchets pour l'ensemble de Londres et la capitale est confrontée à plusieurs problèmes dans ce domaine – satisfaire aux exigences de la Directive sur les décharges, être autonome et gérer les déchets à proximité de l'endroit où ils sont produits.

Actuellement, plus des deux tiers des ordures municipales de Londres sont exportés vers les régions voisines. J'ai fixé à 80 %, d'ici à 2020, la quantité des ordures municipales qui seront gérées à Londres. C'est un objectif ambitieux mais nécessaire dans une ville où les demandes concernant l'utilisation des sols ne font qu'augmenter et se concurrencent et avec une croissance démographique prévue de 800 000 habitants d'ici à 2016. Pour atteindre ce degré d'autonomie, Londres en tant que ville doit considérablement augmenter ses niveaux de recyclage et se doter d'une capacité technologique nouvelle de récupération. Mais cette approche stratégique de la gestion des déchets exigera un nouveau mode de gouvernance.

Une forte contribution

Londres contribue aussi largement au changement climatique, l'un des problèmes les plus sérieux qui se posent maintenant à l'humanité. Cité mondiale, Londres doit prendre l'initiative d'aborder ce problème et donner l'exemple au reste du pays. Je réunis les plus grands spécialistes pour mettre en place un programme radicalement nouveau d'utilisation des énergies renouvelables. La nouvelle London Climate Change Agency aidera à rendre la ville plus efficace sur le plan énergétique et à augmenter les quantités d'énergie renouvelable que nous utilisons.

Notre objectif est de réduire les émissions d'oxydes de carbone de 23 % d'ici 2016. Une bonne partie de notre travail consistera à améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments résidentiels et commerciaux. Il est important que les nouvelles constructions soient conçues, dès le début, en tenant compte de leur durabilité : j'ai mis au point un dossier destiné à aider les planificateurs et les promoteurs à adopter les technologies nouvelles.

Je veux que Londres ait des espaces verts plus accessibles et un air plus propre, qu'elle se mette sans retard à aborder les problèmes du changement climatique. Nous devons être prêts pour faire face à l'extension de Londres et à l'augmentation de sa population au cours des 20 prochaines années. La recherche de solutions durables est donc urgente ■

Ken Livingstone est Maire de Londres



Martin Bond/S Still Pictures



Julio Eichhart/Still Pictures

Profil de star: Tokiko Kato

Il doit exister une relation entre les villes et les cités et leurs habitants mais celles-ci semblent souvent faire l'impasse sur la participation humaine, songe Tokiko Kato, la grande chanteuse populaire, engagée dans la défense de l'environnement.

“Je veux des villes qui puissent nourrir de précieux souvenirs, des villes qui soient des lieux où l'on a plaisir à se promener, à bavarder et à flâner – avec des coins de rues où les enfants puissent jouer » a-t-elle dit à Notre Planète. “Elles devraient avoir chaque jour des paysages différents où nous puissions profiter de la vie de la nature.”

“Les villes anciennes pouvaient être aménagées ou décorées. Mais plus la vie urbaine se modernise, moins les relations entre la ville et ses habitants sont étroites. Dans ce vivier de structure inorganique, les humains semblent être de trop.”

“Au cours des deux dernières décennies, nous avons accordé trop de poids à ce qui est grand, fort et rapide. A partir de maintenant nous devons valoriser ce qui est lent et sensible.” Tokiko Kato, dont la carrière de chanteuse s'étend sur 40 ans, est parfois appelée la “Joan Baez japonaise.” En 1960, alors qu'elle était encore adolescente, elle a participé à une marche de protestation contre le Parlement japonais et, plus tard, elle a épousé un étudiant activiste bien connu, alors qu'il purgeait encore une peine de prison.

Elle a commencé à s'intéresser à l'environnement en 1972, année de la Conférence de Stockholm, lorsqu'elle a accouché de son premier enfant. “J'ai appris que les polychlorobiphényles pouvaient s'accumuler dans le corps d'un bébé à partir du lait de sa mère. Ceci m'a fait prendre conscience de la situation terrible où la pollution peut porter atteinte à la vie des gens à leur insu.”

Entretiens, elle était déjà devenue une chanteuse à succès. En 1965, encore étudiante, elle a gagné un concours d'amateurs et elle s'est lancée en gagnant le Grand Prix du disque attribué à un nouveau chanteur dans le cadre du Grand Prix du disque du Japon l'année suivante. Elle a enregistré de nombreux succès et a reçu la Médaille de Chevalier de la culture du Gouvernement français. Au Sommet de la Terre en 2002, à Johannesburg, Yoshiro Mori, alors Premier Ministre du Japon, a admis qu'il était “un des admirateurs de Tokiko Kato.”

Elle s'est également fait connaître comme écologiste en sa qualité de Conseiller et Ambassadeur Panda pour le WWF du Japon et d'envoyé spécial du PNUE. Au cours de ses nombreux voyages, elle a été choquée par la “disparition des forêts en Thaïlande et en Indonésie, par le dessèchement alarmant de la Mer d'Aral en Ouzbékistan et par de nombreux autres exemples de destruction écologique – tous dus au pouvoir extraordinaire que nous avons au bout des doigts”.

Toutefois, elle s'est sentie encouragée en constatant que les “communautés de Fidji et du Tonga conservaient leur mode de vie traditionnel, plantant des palétuviers et construisant des murs – avec du sable et du corail – pour protéger leur sol des cyclones”. Et elle ajoutait : “Si nous voulons survivre, il nous faut respecter la sagesse locale et lui donner une nouvelle dynamique”.

A son avis, ceci vaut aussi pour la musique. Elle a enregistré

des chants traditionnels des Ainu – population autochtone d'Hokkaido, île située au nord du Japon – et déclaré : “Il est très important de conserver le patrimoine de sagesse et de capacités que les hommes ont développé au cours des siècles. Je m'intéresse à conserver la musique, les danses et les festivals traditionnels partout dans le monde parce qu'ils peuvent jouer un rôle très important pour insuffler un nouveau dynamisme aux communautés”.

Elle pense aussi qu'un “musicien peut se servir de la musique pour promouvoir des activités environnementales” même si dans la pratique cela doit se faire sur le terrain. “Nous devrions considérer le monde comme un jardin et chacun d'entre nous devrait se sentir responsable de sa propreté “dit-elle”.



Global Environment Centre Foundation



Joerg Boethling/Still Pictures

L'élément féminin

ELISABETH GATEAU explique que la participation des femmes en plus grand nombre au processus décisionnel est la clé de la viabilité de l'environnement

La viabilité de l'environnement dépend d'une gestion efficace des villes. La Journée mondiale de l'environnement sur le thème des villes vertes mettra en relief le rôle essentiel des maires et des conseillers locaux, hommes et femmes. Le rôle des femmes dans la prise de décision au niveau local est crucial pour un succès à long terme.

L'organisation mondiale des pouvoirs locaux Cités et Gouvernements Locaux Unis (UCLG) s'est engagée à appuyer des initiatives pour que les autorités locales comptent davantage de femmes afin d'assurer l'égalité entre les sexes et de réaliser le 8e des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Une différence tangible

Augmenter le nombre des femmes élues fait une réelle différence au niveau des décisions prises par les pouvoirs locaux et peut favoriser les changements de culture et de mentalités, indispensables pour donner une place prioritaire aux questions de viabilité de l'environnement et d'égalité des sexes dans leurs programmes. Intégrer systématiquement des femmes améliore la base démocratique de même que l'efficacité et la qualité des activités des pouvoirs locaux.

On sous-estime le lien entre la participation des femmes à la

gouvernance, leur promotion et la réalisation des ODM. L'autorité exercée par les femmes dans les communautés les plus pauvres du monde est essentielle pour atteindre ces objectifs et il est donc important, non seulement pour elles-mêmes mais aussi pour les hommes, les enfants et l'humanité toute entière, d'accroître leur nombre dans la prise de décision au niveau local.

L'UCLG apporte également son appui à des partenariats entre femmes élues et citoyennes. Le travail effectué par la Lauréate du Prix Nobel de la Paix, Wangari Maathai, montre l'influence de ces citoyennes au Kenya. Des initiatives visant à instaurer un dialogue entre les groupes de femmes ordinaires et les femmes maires et conseillères ont montré leur efficacité au niveau mondial pour assurer une plus large participation des femmes à la politique et faire progresser les politiques sensibles aux femmes.

Les réseaux de femmes élues, en Amérique latine et en Europe, ont facilité les échanges sur les programmes « Villes plus sûres », aux niveaux national, régional et mondial et permis de traiter les problèmes concernant les femmes grâce à une meilleure planification.

L'UCLG estime que 20 % des conseillers dans le monde sont des femmes. C'est en Europe que la participation des femmes à la prise de décision est la plus forte mais

l'écart se comble avec d'autres régions comme l'Amérique latine. Quelques pays africains, tels que la Namibie et l'Ouganda, où la participation féminine représente plus de 40 % au niveau local, rivalisent maintenant avec les nations les plus avancées d'Europe.

Egalité entre les sexes

Il reste beaucoup à faire pour atteindre l'égalité entre les sexes nécessaire au développement durable mais on peut prendre des mesures décisives. C'est pourquoi le Groupe spécial des Nations Unies pour le Projet du Millénaire recommande que la participation des femmes dans les organismes politiques locaux soit un indicateur pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des ODM.

Les maires et les conseillers se rendront au Sommet du Millénaire des Nations Unies en septembre pour demander, en tant que dirigeants, appui et reconnaissance pour un changement mondial. Les pouvoirs locaux sont on ne peut mieux placés pour mettre en œuvre les Objectifs de développement pour le Millénaire et il faut le reconnaître si l'on veut les atteindre d'ici à 2015.

Pour assurer la viabilité de l'environnement et réaliser les ODM, le succès ne tient pas uniquement à une participation plus large des femmes à la politique locale – il en dépend. Au quotidien, s'agissant de la qualité de la gouvernance aux niveaux local, national et mondial, ce sont les femmes élues qui font une différence réelle et tangible. Les femmes maires et conseillères dans les villes et les communautés ouvrent la voie à un monde plus durable, équitable et juste ■

Elisabeth Gateau est Secrétaire générale de Cités et Gouvernements Locaux Unis (UCLG)

Libérer l'énergie humaine

SOMSOOK BOONYABANCHA demande une nouvelle approche pour des villes durables dont les habitants seraient le sujet plutôt que l'objet du développement

Pa Chan est une dirigeante de Klong Lamnoon, petite communauté de 49 ménages dans les environs de Bangkok. Lorsque je lui ai rendu visite récemment, avec un groupe de membres de la communauté, elle draguait la vase, les jacinthes d'eau et les détritiques du petit canal de drainage longeant l'établissement. Ici, c'est un rituel mensuel et chacun se met à la besogne. Le canal devenait noir et nauséabond mais les membres de la communauté ont commencé à produire leur propre compost organique liquide et à le déverser dans l'eau; il est maintenant vert et plein de poissons-chats. Les habitants de Klong Lumnoon étaient des squatters mais, après une lutte longue et amère contre l'expulsion, ils ont réussi à négocier l'achat d'une petite partie du terrain, et ils ont ensuite conçu et construit leurs propres logements et l'infrastructure nécessaire dans le cadre d'un projet collectif. De squatters livrés à une bataille rangée ils se sont transformés en fiers propriétaires; ils ont aussi appris comment le fait de travailler ensemble permet de réaliser bien des choses qu'il serait impossible d'accomplir seul.

Nous avons peut-être donné l'impression que nous étions une communauté de gens pauvres vivant ensemble

Mais laissons Pa Chan vous raconter cette histoire:

Lorsque, jeune adolescente, je suis venue pour la première fois à Bangkok, il y a 35 ans, j'ai vagabondé et puis j'ai fini par arriver ici. Nous avons peut-être donné l'impression que nous étions une communauté de gens pauvres vivant ensemble mais, à cette époque, nous ne nous connaissions pas très bien et chacun vivait de son côté. Nous n'éprouvions que de la méfiance et il y avait des vols, de la jalousie, toutes sortes de problèmes. Pour les autorités publiques et la société du dehors, c'est à peine si nous étions des êtres humains.

Puis il y a eu la lutte contre l'expulsion et le programme d'assainissement des taudis. Nous avons dû nous parler, épargner collectivement

et travailler ensemble, en tant que groupe. Au début, nous n'étions guère convaincus qu'un groupe de gens pauvres, sans éducation, comme nous, pourrait entreprendre une tâche aussi énorme : habituellement les projets de logement sont élaborés par des institutions gouvernementales ou des spécialistes. Mais nous avons continué à épargner, à nous rassembler, à nous parler et à nous entraider pour régler les problèmes qui surgissaient. Nous avons même pu persuader le propriétaire de nous vendre une partie du terrain. Nous avons créé une coopérative pour pouvoir en être collectivement propriétaires et ensuite nous avons commencé les travaux d'aménagement des services de base et de construction de nouvelles maisons.

Au début, nous avons pensé engager un entrepreneur mais, après nous être livrés à quelques calculs, nous nous sommes rendu compte que nous pourrions économiser trois ou quatre cent mille baht (7 000 à 10 000 dollars) si nous faisons le travail nous-mêmes. Nous nous sommes donc répartis en équipes et nous nous sommes mis au travail. Outre le fait que nous avons acquis des compétences en matière de construction, nous avons appris beaucoup de choses sur la vie et les familles des uns et des autres pendant les deux années qu'il nous a fallu pour construire notre nouvelle communauté. Le processus de construction est également devenu celui de l'édification de notre communauté, du renforcement de notre confiance.

Maintenant, chacun se connaît et nous vivons comme une grande famille. Je peux laisser mes enfants dans la communauté lorsque je sors et je me sens tout à fait rassurée car je sais qu'ils sont bien surveillés. Lorsque le travail de construction sera terminé, nous avons des projets pour planter des arbres et des légumes pour que notre communauté soit verte et propre.

Intervenir dans le développement

Ce petit exemple illustre ce qu'une intervention de développement peut faire si ce sont les gens qui sont les moteurs du changement. Pa Chan et ses voisins ont beaucoup progressé après des décennies d'isolement, d'illégalité et d'impuissance. Grâce à ce renouveau, Klong Lumnoon est



Sakchai Latit/AP

devenu un lieu de vie sûr, sain et dynamique. Ses résidents ont confiance, ils assument pleinement leurs responsabilités et ils gèrent tous les aspects de leur développement communautaire, physique ou social. Et même une femme démunie comme Pa Chan est devenue une porte-parole et un conseiller auprès de nombreuses autres communautés et institutions de Bangkok et d'autres villes de Thaïlande.

Pourquoi ne pas réorienter de la même manière le développement des plus grandes villes ? Les gens sont l'esprit de toute ville. Ils en sont les créateurs : ils fournissent l'énergie, le travail et la vie qui font fonctionner les cités. Il est temps de les considérer comme l'axe de l'essor des villes. Il est temps de trouver les moyens de les faire participer à la croissance de nos villes pour qu'ils aient le sentiment d'être partie prenante dans la vie locale – communautés, circonscriptions électorales ou districts, le long de leurs canaux ou autour de leurs marchés. Comment les gens et les communautés peuvent-ils jouer un rôle dans la planification, la prise de décision, le façonnement et la gestion de leur ville ? Comment peuvent-ils s'épanouir et rester sains à mesure que s'étend leur ville ? Comment faire que, peu à peu, la ville commence à appartenir à la population, riche ou pauvre ? Il faut pour cela changer le paradigme du développement de la ville. Comment le système peut-il laisser à l'esprit créateur des habitants la possibilité de jaillir et s'épanouir de façon à créer cette nouvelle culture du développement urbain ?

Il faut ouvrir de plus larges espaces pour que les gens puissent se réunir et entreprendre des activités dans leurs ►



l'appui de l'utilisation de cette énergie, adopter des mécanismes de gestion financière souples pour laisser au groupe la liberté d'entreprendre les activités de développement qu'il lance ou dont il a besoin.

Dans les villes asiatiques, il existe une relation bilatérale entre les individus et l'Etat mais elle est rarement horizontale. Comment un seul politicien, voire un groupe de politiciens ou de fonctionnaires, peuvent-ils gérer tous les besoins et tenir compte des aspirations des cinq à dix millions d'habitants d'une ville, même s'ils ont le pouvoir de le faire? En constituant au sein d'une ville beaucoup de circonscriptions plus petites, dans lesquelles les habitants établissent des liens entre eux, et entre circonscriptions, toutes sortes de relations d'apprentissage, de liens et d'activités créatives commenceront alors à se développer.

Une ville n'est pas une entité homogène. Les villes s'agrandissent énormément – elles sont nombreuses en Asie à compter maintenant des dizaines de millions d'habitants – beaucoup trop pour qu'une structure monolithique ait un sens. Il est facile de tomber dans le piège consistant à croire que seules des décisions politiques gigantesques et des mégaprojets peuvent dompter et rationaliser ces agglomérations grouillantes et impossibles à maîtriser. Cette erreur est à l'origine de comportements de développement non viables.

Si, au contraire, nous considérons les villes comme des collections de nombreuses petites circonscriptions diverses et se chevauchant et si nous laissons à leurs habitants la possibilité de prendre part au développement de leurs conditions de vie, de leurs quartiers et de leurs relations, tout en assurant la coordination voulue, l'élément humain et sa mesure pourront alors réapparaître. Les villes pourront être gérées par leurs propres citoyens.

Les villes d'Asie sont déroutées par leur croissance explosive récente mais elles peuvent s'appuyer sur la richesse de leur longue expérience de la gestion d'intérêts coexistants et de populations diverses ayant des besoins différents. Si nous faisons de la place à cette immense énergie populaire et si nous la laissons jouer un rôle plus important dans les villes élargies, nous commencerons à voir surgir de nouveaux modes d'administration et des orientations nouvelles pour le développement durable des villes assuré par leurs populations elles-mêmes ■

Somsok Boonyabancha est Directeur de l'Institut pour le développement des organisations communautaires de Thaïlande

localités : construction de logements, revalorisation des communautés, nettoyage de canaux et recyclage ou dynamisation des marchés communautaires. S'agissant de la conception des logements, les personnes concernées devraient pouvoir déterminer comment elles souhaitent vivre ensemble, comment le système social doit être élaboré, quelle forme prendront leurs nouveaux logements et quel mode de gestion sera institué – plutôt que de laisser à des architectes, des planificateurs ou des promoteurs le soin de planifier tout cela pour eux sur papier. De même, si un site caractéristique de l'environnement d'une ville (par exemple un canal, une rivière, un lac, une montagne, un site historique ou un littoral) s'est détérioré, les gens qui y vivent ou habitent à proximité pourraient aider à le remettre en état et, ce faisant, en devenir les protecteurs et les conservateurs. Ceci leur donnerait le sentiment de participer à la gestion de leur ville et permettrait d'établir des relations entre eux et d'être en harmonie avec leur environnement amélioré.

Créer de l'espace

Si nous considérons l'homme comme le sujet du développement, nous devons lui laisser la place nécessaire pour qu'il prenne une part plus active à ce qui se passe dans sa circonscription et se l'approprie. Au lieu que la ville soit une unité de contrôle verticale, ces unités locales plus petites et reposant sur l'individu peuvent être un système de maîtrise de soi et de développement plus créateur et plus valable.

Des activités de nettoyage des canaux

Des activités de nettoyage des canaux dans de nombreuses communautés ont débouché sur beaucoup d'autres, telles que des manifestations culturelles célébrant la longue histoire de la vie sur les voies d'eau de Thaïlande.

dans de nombreuses communautés ont débouché sur beaucoup d'autres, telles que des manifestations culturelles célébrant la longue histoire de la vie sur les voies d'eau de Thaïlande.

Lorsque les communautés prennent des initiatives de développement local, leurs membres en deviennent les auteurs et ils sentent que l'environnement au sens large fait partie de leur communauté, de leur vie, de leurs réalisations. Ainsi, des activités de nettoyage des canaux dans de nombreuses communautés ont débouché sur beaucoup d'autres, telles que des manifestations culturelles célébrant la longue histoire de la vie sur les voies d'eau de Thaïlande qui en sont la source. Ces activités sont une façon pour les citoyens de respecter la nature puisque les canaux apportent l'eau, la vie, la richesse, la pêche, les transports, des possibilités de gains – et de leur rappeler de façon évocatrice leurs relations indissociables avec la nature, au cœur même de la ville.

Les interventions en matière de développement devraient tenter de laisser à l'individu la possibilité d'être acteur, de prendre en main avec confiance son destin. Nous devons apprendre à libérer l'énergie humaine et la transformer en une nouvelle force créatrice pour les villes. Il faut, à



Ron Gilting/Still Pictures

Penser au niveau local

SHEELA PATEL AND DAVID SATTERTHWAITE préconisent des solutions communautaires pour réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire dans les villes

La population urbaine de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine est près de trois fois celle du reste du monde. Selon les projections de l'ONU, c'est dans les zones urbaines, et dans ces trois continents, que la croissance démographique sera la plus forte jusqu'en 2020. Une grande partie de la population pauvre du monde, qui ne cesse d'augmenter, est constituée par des citoyens dépourvus de revenus et d'un logement sûr et ne bénéficiant pas de services de base. C'est dans les villes qu'il faut commencer à réaliser les Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM).

Combien de temps encore la plupart des gouvernements et des institutions internationales continueront-ils à croire que la pauvreté est avant tout un phénomène rural ? C'est vers les villes que les paysans pauvres émigrent pour réaliser leur rêve d'une vie meilleure.

Pourquoi cinquante années de coopération pour le développement n'ont-elles pas réussi à répondre aux besoins

d'une grande partie de la population urbaine des pays à revenu faible ou moyen ? C'est que, dans la plupart des initiatives de développement, les citoyens pauvres et les pouvoirs locaux n'ont pas été consultés et qu'ils n'ont pas participé à la recherche de solutions adaptées aux conditions locales. Et pourtant, ce sont leurs besoins qui justifient ces initiatives de développement, et toutes les institutions qui les financent; et la plupart des organisations internationales prétendent être en faveur de leur participation. Cette carence n'est ni reconnue ni prise en considération.

Les débats sur les ODM préconisent une augmentation importante de l'aide, l'allègement de la dette et des stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Mais ils ne tiennent pas compte de la dynamique locale dont dépend leur réalisation. Il y a des centaines de millions d'habitants de taudis dont les besoins non satisfaits en matière d'eau, d'assainissement, de soins de santé,

d'écoles, devront être pris en considération si l'on veut atteindre les ODM. Aussi faudra-t-il qu'ils amènent les organisations locales à changer leur façon de voir pour obtenir des terrains pour leur logement (ou l'autorisation de garder ceux qu'ils occupent déjà), des infrastructures et des services (notamment pour l'eau et l'assainissement) et des moyens financiers pour la construction ou l'amélioration de leur maison. Bien des privations que connaissent les habitants des taudis sont le fait des organisations locales qui refusent de travailler avec eux, ou qui ne sont pas autorisées à le faire par les instances supérieures.

Le Projet du Millénaire

Les discussions au sein du Groupe spécial du Projet du Millénaire, dont nous avons tous deux fait partie, au sujet de l'amélioration des taudis ont mis en évidence l'importance de solutions répondant aux souhaits des communautés, et ce que les gouvernements et les agences internationales doivent faire pour les aider.

Nous insistons moins sur la nécessité d'une augmentation importante de l'aide internationale que sur celle d'un changement dans la façon dont les gouvernements et les institutions internationales collaborent avec les groupes de citoyens pauvres. Ils doivent leur rendre des comptes et être plus ►

transparents. Nous avons moins confiance dans des solutions dictées et gérées par les gouvernements ou par les institutions internationales, à moins que les groupes de citoyens pauvres ne soient suffisamment forts, représentatifs et organisés pour veiller à ce qu'elles tiennent compte de leurs besoins et priorités.

Comment faire pour que les associations d'autorités locales soient plus favorables aux pauvres? Ou moins anti-pauvres? Comment changer les rapports entre ceux dont les besoins ne sont pas satisfaits et les autorités municipales et locales? Naturellement, d'autres changements s'imposent aussi au niveau des pouvoirs publics et des institutions internationales – mais, en fin de compte, leur efficacité dépend bien souvent de celle des autorités et organisations locales et de la mesure dans laquelle elles sont responsables vis-à-vis des plus démunis. Les pouvoirs locaux ne subviennent pas à tous les besoins, et ils n'ont pas à le faire. Mais ils exercent une forte influence sur le fonctionnement des marchés locaux, notamment ceux qui ont une importance particulière pour les groupes à faibles revenus – foncier et immobilier, eau, matériaux de construction et crédit. Les pouvoirs locaux peuvent aussi avoir une grande influence sur l'efficacité des ONG locales et leur responsabilité vis-à-vis des citoyens déshérités.

Créer des espaces

Il existe des organisations d'habitants de taudis et de cabanes dans près de 22 pays d'Asie et d'Afrique. Au lieu d'attendre que le développement vienne à elles, elles offrent des possibilités aux groupes communautaires (surtout ceux de femmes) pour qu'ils agissent eux-mêmes et conjuguent leurs efforts pour négocier avec les autorités locales afin de régler les problèmes prioritaires qu'elles ne peuvent résoudre seules.

Au cours de la dernière décennie – Shack Dwellers International (SDI) – un réseau d'organisations communautaires et de fédérations d'habitants de taudis ou de cabanes – a soutenu les collectivités dans leurs négociations dans tous les domaines – régime foncier, logement, eau et assainissement – et mis en place des réseaux locaux pour lancer le dialogue avec les institutions locales et municipales en vue d'opérer des changements.

Les communautés se soutiennent mutuellement dans l'apprentissage de nouvelles compétences et dans l'acquisition de la confiance pour explorer des solutions dont elles n'avaient jamais imaginé auparavant qu'elles pourraient être de leur ressort.

A Mumbai (Inde), les communautés conçoivent, construisent et entretiennent des toilettes – à la charge des villes – garantissant à des millions de personnes un accès à des installations sanitaires.

En Afrique du Sud, les communautés collaborent avec la ville de Durban dans le cadre d'un programme ambitieux d'amélioration des taudis et des bidonvilles. Elles collaborent aussi avec l'Eglise méthodiste pour recenser les terres inutilisées appartenant à l'Eglise et les donner aux communautés qui en ont besoin: elles espèrent, par ce biais, encourager l'Etat à accélérer la remise des terres inutilisées dont il est propriétaire.

Il existe des organisations d'habitants de taudis/cabanes dans près de 22 pays d'Asie et d'Afrique.

Lorsque les taudis de Nairobi, situés à proximité de la ligne de chemin de fer, ont été menacés de démolition, les fédérations ont suggéré à la Compagnie et aux autorités publiques de se rendre à Mumbai, où plus de 15 000 familles qui vivaient le long de la voie

ferrée ont été réinstallées dans le cadre d'une entreprise conjointe de la communauté, de l'Etat et de la Compagnie des chemins de fer.

L'Institut de développement des organisations communautaires (CODI), institution du Gouvernement thaï unique en son genre, aide plus de 2 000 communautés dans plus de 200 villes à travailler en partenariat avec les municipalités pour résoudre les problèmes de logement et autres des pauvres.

Le mantra du développement

La décentralisation est devenue le mantra du développement et c'est en effet au niveau local qu'il est plus approprié, en général, de rechercher des solutions. Qu'il s'agisse d'un cas urgent ou d'un processus de développement en cours, des protagonistes locaux forts imaginent des solutions plus durables: le succès d'une étape sert de base à la série suivante d'activités et de projets. Mais, plus encore, ceci exige un centre puissant – capable de fournir les ressources nécessaires, d'aider à renforcer les capacités et d'arbitrer les tensions qui existent souvent entre les acteurs locaux et leurs priorités.

La décentralisation intervient souvent sans s'appuyer sur des bases suffisamment fortes, sans mécanisme d'arbitrage transparent et équitable et sans ressources adéquates. Il s'agit donc plus de "refiler la responsabilité à d'autres" que de faciliter un compromis dans lequel les acteurs locaux, qui ont des objectifs immédiats différents, mettent en commun leurs capacités et leurs ressources à la poursuite d'un but à plus long terme, universellement acceptable. Les institutions mondiales et les gouvernements ont des rôles d'importance cruciale pour faciliter le transfert du savoir, des stratégies et des ressources afin de surmonter les conflits locaux concernant les ressources pour trouver les solutions acceptables pour tous ■

Sheela Patel est Directrice de la Société pour la promotion des centres de ressources régionales (en Inde) qui collabore avec la Fédération nationale des habitants de taudis et Mahila Milan

David Satterthwaite travaille à l'Institut international pour le développement et l'environnement et il est rédacteur de la revue Environnement et Urbanisation



Eric Miller/Still Pictures

De grandes RÉUSSITES

ENRIQUE PEÑALOSA décrit comment la révolution verte a commencé à produire un autre type de ville de pays en développement dans l'une des plus hautes capitales du monde

Les villes des pays en développement dont la superficie construite va doubler ou tripler au cours des prochaines décennies ont une occasion unique de créer des cadres de vie meilleurs pour l'homme. Ces environnements, propices au bonheur, devraient attirer et retenir des individus hautement qualifiés et créateurs et promouvoir ainsi l'économie.

A notre époque post-communiste, la façon dont les villes sont créées et organisées peut permettre l'inclusion sociale et l'égalité. Il est possible de créer un modèle urbain différent qui adopte pour s'orienter un principe fondamental de la démocratie : la prévalence du bien public sur l'intérêt privé.

Bien que Bogota – dont j'ai été le maire de 1998 à 2001 – soit encore loin d'être un modèle, nous avons pu, avec d'autres, transformer rapidement et radicalement l'attitude de ses habitants, en donnant la priorité au bonheur sur la mobilité des voitures.

Le développement économique des villes des pays en développement étant plus rapide, l'automobile devient la cause principale de la détérioration de la qualité de vie. Des voies larges et rapides, dangereuses à traverser, se transforment en barrières, comme dans les pâturages, séparant les quartiers et rendant les villes moins humaines.

Rituel symbolique

Les enfants sont enfermés chez eux par crainte des voitures et ils ne peuvent sortir sans être accompagnés. Bien souvent, il n'y a pas de trottoirs et, même lorsqu'il y en a, des emplacements pour voitures y sont découpés et les voitures s'y garent simplement dans un rituel symbolique qui illustre bien les inégalités de la société : les membres de la minorité propriétaire de voitures sont des citoyens de première classe mais pas les piétons.

Si on ne limite pas l'utilisation des voitures, il faut des investissements illimités dans l'infrastructure routière, qui absorbent les maigres ressources publiques qui devraient plutôt être consacrées à l'eau et aux égouts, aux écoles, aux parcs et autres besoins essentiels des pauvres. L'infrastructure routière facilite aussi la migration des groupes à revenu élevé vers les faubourgs peu peuplés, et il devient impossible

de fournir des transports publics de qualité, bon marché et très fréquents. La circulation empirant, il se peut que l'on décide d'investir dans des systèmes de rail très coûteux alors qu'il faudrait empiéter sur l'espace consacré aux voitures particulières pour mettre en place des réseaux d'autobus de qualité pour transporter les gens à leur travail. Ceci grève encore davantage les finances publiques et, partant, empêche encore de répondre aux besoins des pauvres.

Gestion publique

Bogota a commencé par se doter d'une gestion publique responsable – en diminuant la bureaucratie, en augmentant l'impôt sur le revenu et en privatisant certains services publics tels que le ramassage des ordures. Les besoins essentiels, par exemple l'approvisionnement en eau, ont été satisfaits grâce à une gestion non politisée des services publics et à des mesures d'interfinancement, en imposant plus lourdement les riches que les pauvres. Presque la moitié de Bogota, ville de 7 millions d'habitants située à 2 600 mètres d'altitude, s'est étendue de façon spontanée et illicite, souvent sur des pentes montagneuses d'accès difficile. Et pourtant, les 99 % de la population ont maintenant une arrivée directe d'eau propre dans leur foyer.

L'assainissement des taudis, avec une forte participation des collectivités, a été une priorité. Les améliorations concernent notamment les titres de propriété; des crèches et des écoles de qualité; des parcs et des espaces publics proposés, conçus et construits par les communautés et financées par la municipalité, mais réalisés par des organisations communautaires.

Le but, cependant, ne doit pas être d'améliorer les taudis, mais de les éviter. A Bogota, nous avons créé une compagnie municipale qui achète des terrains autour de la ville et en assure l'urbanisation. De grandes parcelles sont attribuées à des promoteurs privés qui ont deux ans pour construire et vendre des maisons à des prix peu élevés fixés au préalable. La plupart des terrains autour des villes devraient faire partie de banques immobilières qui garantiraient des logements bon marché dans des cadres urbains de qualité de façon à éviter les taudis.



Mark Edwards / Still Pictures

Nous appliquons un modèle différent de celui qu'offrent les villes avancées. L'utilisation des voitures a été limitée, les rues étant interdites à 40 % d'entre elles tous les jours, pendant les 6 heures de pointe. Nous avons bien précisé que les embouteillages pendant ces heures de pointe ne constituaient pas un problème mais qu'ils étaient un moyen utile pour encourager un développement urbain à forte densité et l'utilisation des transports publics. Suite à un référendum, le premier jeudi de février de chaque année a été décrété jour sans voitures, tout le monde ayant l'obligation de se rendre au travail en empruntant les transports publics, en bicyclette ou à pied. Des dizaines de milliers de voitures qui avaient l'habitude de se garer dans les cases découpées dans les trottoirs ont été enlevées et des centaines de kilomètres de trottoirs, larges, bien éclairés et bordés d'arbres ont été construits.

Depuis 1982, les rues principales de Bogota sont interdites à la circulation les dimanches pour que les cyclistes et les coureurs puissent en profiter. Nous avons étendu les interdictions à 120 km de rues pendant 7 heures : tous les dimanches, plus d'un million et demi de personnes sortent pour les utiliser. Plus de 350 km de pistes cyclables protégées ont été aménagés et les cyclistes représentent 4,1 % de la population. Ce résultat dépasse les chiffres. Un cycliste casqué, ayant un faible revenu, circulant sur une piste cyclable protégée est un symbole : il témoigne du fait qu'un citoyen sur une bicyclette à 30 dollars est tout aussi important qu'un autre au volant d'une voiture de 30 000 dollars. ▶



Les transports quotidiens

Les propositions d'une agence japonaise pour la construction de voies urbaines rapides coûtant des centaines de millions de dollars ont été rejetées. Sur l'emplacement prévu pour l'une de ces voies, nous avons tracé une route verte de 32 km avec des pistes cyclables, le long d'une crique; elle relie des quartiers riches et d'autres plus pauvres et sert quotidiennement de couloir de transport à des dizaines de milliers de cyclistes. De même, une rue piétonne bordée d'arbres, de 15 m de large et de 17 km de long, traverse maintenant des quartiers à faible revenu dans une autre partie de la ville. Notre objectif est de construire un réseau de centaines de kilomètres, pour piétons et cyclistes uniquement, qui rendra la ville plus agréable et plus humaine.

Nous avons rejeté les systèmes de rail coûteux et, à la place, nous avons mis en service un système de transit rapide par autobus, s'inspirant de celui qui a été développé avec succès à Curitiba, au Brésil. Nous l'appelons le TransMilenio, pour éviter la connotation négative des autobus. Les passagers embarquent à des stations dont les portes s'ouvrent lorsque l'autobus arrive; il est accessible aux chaises roulantes et sa vitesse et sa capacité sont identiques à celles des systèmes sur rail. Il transporte plus d'un million de passagers chaque jour – et plus de passagers par km/h que la plupart des systèmes de rail. D'autres lignes seront bientôt mises en service et, d'ici à 2020, 85 % des quelque 9 millions de

la population de la ville vivront à moins de 500 m d'une station.

Un référendum proposant d'interdire toute utilisation des voitures particulières pendant les heures de pointe, le matin et l'après-midi, à partir de 2015, a obtenu une majorité de votes, mais il n'a pas réussi à obtenir la participation de 33,3 % des votants nécessaire pour le rendre obligatoire. Ceci reste, cependant, l'objectif de ceux d'entre nous soucieux de l'avenir de leur ville.

Assurer la qualité

Si la sécurité des transports pour ceux qui ne possèdent pas de voiture est un droit, construire des trottoirs de qualité et des pistes cyclables protégées sur toutes les routes n'est pas une option mais une composante fondamentale de la démocratie.

Restreindre l'utilisation des voitures et créer une ville plus respectueuse des piétons est une fin en soi. Mais ceci libère également des ressources qui, autrement, auraient été dépensées dans la construction et l'entretien de l'infrastructure routière. A Bogota, ceci nous a permis de construire un nombre impressionnant de crèches, d'écoles, de bibliothèques et de parcs de qualité.

D'aucuns doutent de l'importance des espaces publics pour piétons dans une ville en développement pauvre et qui a beaucoup de besoins urgents non satisfaits. Et pourtant, c'est précisément dans de telles sociétés qu'ils sont le plus important. Pendant les heures de travail, un cadre supérieur et l'employé le moins bien payé

sont également satisfaits; ils rencontrent des collègues, font des travaux utiles. C'est après le travail qu'apparaissent d'énormes différences. Les riches rentrent chez eux, dans de grandes maisons souvent entourées d'un jardin, et ils peuvent se rendre à leur club, dans leur maison de campagne, prendre des vacances, aller au restaurant et au concert. Mais les citoyens modestes et leurs enfants n'ont pas d'autre distraction que la télévision, à part les espaces publics piétonniers. Aussi la possibilité de leur offrir un cadre avenant doit-elle venir en tête des priorités de tout gouvernement démocratique.

La verdure est aussi un facteur égalitaire. Le développement économique s'accompagne de la possibilité, pour les groupes à faible revenu, d'acquérir des biens qui leur semblaient inaccessibles : téléphones portables, télévision, équipements acoustiques. Mais ils n'auront jamais accès à des espaces verts si les pouvoirs publics n'agissent pas. Les pouvoirs publics doivent veiller à ce qu'il y ait une grande réserve d'espace pour des parcs et ils ne devraient jamais permettre que les bords de l'eau soient propriété privée et exclusifs.

De grands espaces publics

L'espace public est aussi un espace égalitaire. Lorsque des gens différents se rencontrent, ils sont généralement séparés par leur rang hiérarchique, par exemple lorsque le propriétaire d'un appartement rencontre le concierge ou que le Vice-Président d'une société financière rencontre la femme qui lui sert le café. Mais dans un espace public, tout le monde se rencontre sur un pied d'égalité : c'est particulièrement important dans des sociétés en développement fortement inégalitaires. Une bonne ville doit avoir au moins un grand espace public, un espace si magnifique que même les riches le fréquentent.

Par opposition, une ville est malade lorsque des centres commerciaux y remplacent les espaces publics comme lieux de rencontre et lorsque les touristes les fréquentent.

La majorité des villes des pays en développement n'offrent pas de cadre de vie de qualité. Nombreux sont ceux qui n'ont aucune vision de leur avenir et ceux qui croient en avoir une ne font qu'envisager, sans se poser de questions, une ville développée sans originalité. Bogota souffre de la plupart des maux qui affectent les villes en développement. Nous n'avons pas encore résolu tous nos problèmes, ni conçu de dessein nouveau; nous ne sommes même pas à l'abri du risque de retomber dans le modèle traditionnel. Mais nous commençons au moins à aborder certaines questions fondamentales ■

Enrique Peñalosa est l'ancien maire de Bogota. Les dispositions de la Constitution l'empêchant de se représenter immédiatement, il est actuellement consultant auprès de nombreuses villes du monde en développement.



Martin Bond/Still Pictures

La vie là-haut

DUSTY GEDGE décrit comment les toits de verdure permettent d'économiser de l'énergie, réduire la pollution et créer de nouveaux habitats pour la faune et la flore

Les gens lèvent rarement les yeux vers le ciel lorsqu'ils marchent le long d'une rue animée. Mais s'ils pouvaient survoler la plupart des villes du monde et regarder en bas, ils verraient un patchwork terne de gris et de noir – leurs toits. Nous pouvons exploiter ces déserts uniformes à notre avantage et dans l'intérêt de notre planète.

Il y a plusieurs milliers d'années, en Norvège et dans l'Ouest de l'Irlande, les gens avaient compris qu'en mettant de la tourbe sur les toits, il était possible d'obtenir une isolation simple et efficace. Aujourd'hui, dans des pays comme l'Allemagne et la Suisse, les toits recouverts de gazon sont monnaie courante sur les bâtiments, depuis les maisons particulières jusqu'aux hôpitaux, usines et immeubles de bureaux. Ils suscitent de plus en plus d'intérêt en Hollande, en Suède, au Danemark et en Hongrie. Les villes d'Amérique du Nord, de Portland à Atlanta, encouragent leur utilisation, tandis que la ville de Kawasaki au Japon fait depuis longtemps pousser

des plantes sur ses immeubles pour réduire la pollution de l'air et diminuer l'effet des îlots de chaleur urbains.

Couvrir les bâtiments de verdure

L'intérêt des temps modernes pour les toits verts a commencé à se manifester en Allemagne dans les années 70, après que l'on ait observé que de la végétation poussait spontanément sur les toits traditionnels. Ils sont maintenant prescrits par la loi dans de nombreuses régions. Selon la législation en matière d'urbanisme, les espaces verts doivent être remplacés lorsque de nouveaux lotissements sont construits, et des incitations financières sont accordées aux toits verts. Ils sont jugés utiles dans des villes comme Karlsruhe et Stuttgart en retenant l'eau et en la laissant s'évaporer de nouveau dans l'atmosphère, en diminuant l'impact des eaux d'orage sur

Leur efficacité est peut-être limitée en cas d'hiver humide, mais en été ils peuvent réduire le besoin de climatisation.

les systèmes de drainage et l'incidence des crues subites.

De multiples avantages

C'est aussi ce qui a motivé l'installation de toits verts en Amérique du Nord où les inondations sont devenues un problème majeur suite à l'augmentation d'aménagements paysagers agressifs dans les villes et à la canalisation des rivières. A Portland dans l'Oregon, l'Autorité métropolitaine envisage une politique de toits verts, pour aider à maintenir la bonne qualité de l'eau de la rivière Willamette et protéger ainsi sa population de saumons. ▶



Martin Bond/Still Pictures

La rétention des eaux d'orage n'est que l'un des multiples avantages que les toits verts offrent aux villes. Ils servent aussi d'isolants en jouant le rôle de barrière thermique. Leur efficacité est peut-être limitée en cas d'hiver humide, mais en été ils peuvent réduire le besoin de climatisation. La ville de Chicago a estimé qu'elle pourrait économiser ainsi environ 100 millions de dollars par an. Elle pense que la demande maximum d'électricité pourrait diminuer de 720 mégawatts en réduisant les émissions de gaz carbonique, l'augmentation des températures estivales due à l'effet de serre et la pollution de l'air qui en découle. Atlanta encourage aussi leur utilisation et pour donner l'exemple elle a recouvert le toit de sa mairie de verdure. En commençant avec 270 m² environ de toits verts, elle espère que cette superficie décuplera au cours des prochaines années.

Protéger la biodiversité

En Suisse, des toits verts ont été aménagés pour protéger la biodiversité. La législation en matière de construction à Bâle exige que tous les nouveaux immeubles à toit plat soient recouverts de végétation : les directives officielles mettent l'accent sur l'importance des

jardins sur les toits pour les oiseaux et les coléoptères menacés d'extinction.

Des toits plates-formes

Les cinq grands toits verts de la station de filtrage de Moos dans la banlieue de Zurich, construits en 1913, sont maintenant l'un des derniers exemples de zones humides qui restent en Suisse centrale. Ils sont si importants pour les orchidées que le Gouvernement fédéral envisage de les classer comme parc national! Et les nouveaux toits des quais de la gare de la ville ont été conçus comme un désert pierreux pour aider à la conservation d'une espèce rare de lézard.

Le souci de la biodiversité suscite également un intérêt croissant au Royaume-Uni, guère intéressé par les toits verts pour pallier au déferlement des eaux d'orage, malgré la pression qu'elles exercent sur le système de drainage vétuste de Londres qui rejette les eaux d'égout dans la Tamise. Jusqu'à présent, ces toits n'étaient considérés appropriés que pour des établissements « alternatifs » ou environnementaux, mais ils commencent maintenant à trouver leur place dans le cadre d'un plan du Partenariat pour la biodiversité de Londres pour protéger un oiseau rare, le rouge-

queue noir : plus de 250 000 m² de toits verts sont prévus pour lui fournir un habitat, dans des sites d'urbanisation remarquables tels que la gare de King's Cross, la centrale électrique de Battersea et la Péninsule de Greenwich. Par ailleurs, une organisation importante de conservation des insectes, Buglife, pousse à leur utilisation dans une nouvelle zone d'urbanisation à Shellhaven, Canvey Island, particulièrement importante pour des insectes rares.

Pollution de l'air

De bons toits verts peuvent non seulement améliorer la situation concernant le déversement des eaux d'orage, la pollution de l'air, le bruit et la consommation d'énergie, mais aussi transformer les villes en refuges pour des espèces rares menacées d'extinction par l'agriculture industrielle dans les campagnes. Peut-être les toits de nos villes cesseront-ils d'être des déserts et deviendront-ils des habitats uniques, offrant des havres à la nature et des cadres de vie plus sains et plus agréables aux hommes ■

Dusty Gedge est co-fondateur de www.livingroofs.org



LIVRES ET PRODUITS

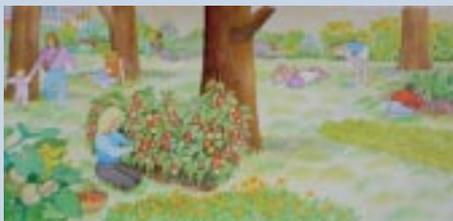


En anglais, **E4W** est l'abréviation de **Eco 4 the World**, une émission télévisée d'une demi-heure en 13 parties, lancée dans le cadre du Marché international des programmes de télévision (MIPTV) à Cannes, en avril. Le PNUE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sont les partenaires de la firme de production basée à Singapour, Big Durian, avec le Conseil du développement économique de Singapour, pour produire le spectacle multimédias qui s'adressera à une audience mondiale de jeunes pour communiquer des idées et des messages concernant l'environnement grâce à un programme novateur, vivant et interactif. En mettant en lumière des histoires positives, en se concentrant sur le divertissement – et en faisant appel à la participation du lauréat du Prix Nobel de la Paix **l'Archevêque Desmond Tutu** et des stars **Sting, Alicia Keys et Simple Plan** – ce programme aura pour objectif de sensibiliser le monde aux problèmes de l'environnement

La résidence officielle du Premier Ministre japonais a été transformée en un modèle de maison écologique, symbole de la détermination du pays à réduire les émissions de gaz à effet de serre au titre du Protocole de Kyoto. Le bâtiment de quatre étages rénové est le premier du pays à être partiellement alimenté par des piles à combustible, alors que son toit est couvert de panneaux solaires. Mais, bien que tourné vers l'avenir, il a aussi gardé le contact avec le passé : il comprend une maison de thé traditionnelle, dont le sol est recouvert de tatamis, avec vue sur un jardin japonais.

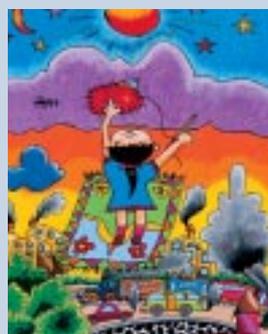
Le dernier des livres d'histoires inédits du PNUE pour les enfants sur les questions concernant l'environnement – **Tina et la ville verte** – est le récit d'une jeune fille américaine que la pollution de sa ville rend malheureuse et qui organise un club après l'école pour essayer de la rendre plus propre et plus verte.

Au début, tout le monde se moque de Tina et de ses amies mais elles se lancent dans un programme progressif, en commençant par le nettoyage du parc de l'autre côté de la rue. En définitive, la ville est transformée et leur initiative fait des émules dans tout le pays. Ecrit par **Carole Duglis** et illustré par **Adrienne Kennaway**, c'est le troisième ouvrage de la série : Un des autres, **Theo et le ballon de plastique géant**, a été décrit dans le New York Times en avril.



Vous pouvez vous procurer **Tina et la ville verte** à la librairie en ligne du PNUE à : www.earthprint.com. Prix : 8 \$.

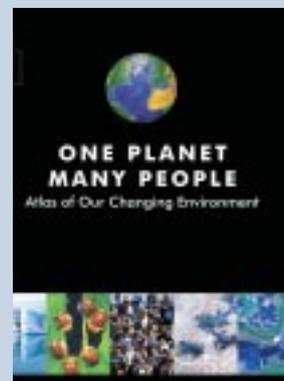
L'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis (USEPA) a décerné à la Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie du PNUE (DTIE) le **Prix de la protection de la couche d'ozone stratosphérique, 2005**, en reconnaissance des travaux de son service OzonAction, premier programme d'une institution des Nations Unies à le recevoir. Cette prestigieuse récompense – pour une réalisation collective du Programme d'Assistance à la



Conformité de la DTIE, effectuée par son bureau de Paris et par les bureaux régionaux du PNUE – sera présentée à Washington, le 4 mai. L'Agence américaine pour la protection de l'environnement a loué le "leadership et le caractère novateur du Programme OzonAction" et déclaré qu'il "a bénéficié à plus de 140 pays grâce à ses réseaux régionaux uniques de Centres nationaux pour l'ozone et à son centre mondial d'échange d'informations".

Entre 30 et 60 % des habitants de la plupart des villes du monde en développement vivent maintenant dans des bidonvilles et des taudis. **Donner des moyens aux squatters**, édité par **Diana Mitlin** et **David Satterthwaite**, publié par Earthscan, décrit des études de cas d'organisations gouvernementales novatrices en Thaïlande, au Mexique, au Nicaragua et aux Philippines et des processus communautaires en Inde, en Afrique du Sud, au Pakistan et au Brésil qui ont réussi à réduire la pauvreté dans les villes en renforçant les organisations de pauvres et de sans-abris.

Une planète, beaucoup de peuples: Atlas de notre environnement en évolution montre – en associant des images satellitaires actuelles et historiques, des photographies des sols et des récits fondés sur de nombreuses preuves scientifiques – comment les hommes ont modifié leur cadre de vie et continuent à apporter à l'environnement mondial des changements qu'il est possible d'observer et de mesurer. Produit par le PNUE, en coopération avec la NASA, le US Geological Survey et l'Université du Maryland, cet atlas souligne combien il est important d'élaborer, de maîtriser et de partager les technologies qui aident à mieux comprendre la dynamique des changements environnementaux.



Une planète, beaucoup de peuples: atlas de notre environnement en évolution peut être acheté à la librairie en ligne du PNUE à : www.earthprint.com. Prix : 150 \$ (332 pages, grand format).

VOTRE UNIVERS DANS L'OBJECTIF

Lauréats du prix d'or

Depuis 1991, le PNUE organise, avec le parrainage de Canon, quatre concours de photos sur l'environnement, « Votre univers dans l'objectif », qui ont connu un vif succès.

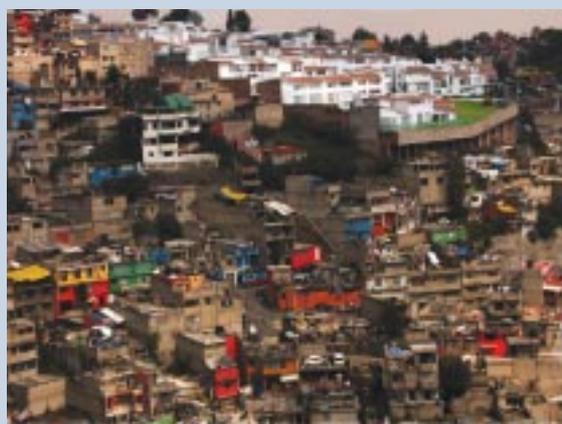
Les photos gagnantes de cette année sont exposées au pavillon des Nations Unies et elles seront également à San Francisco, dans le cadre des manifestations de célébration de la Journée mondiale de l'environnement (1-5 juin). Les photos ayant gagné le Prix d'or que vous voyez ci-dessous ont été choisies parmi plus de 32 000 photos reçues du monde entier.

Catégorie générale



Réfugiés de régions sauvages/ Tamil Nadu, Inde
Reshmi Chandra Senan, Inde

Catégorie juniors



Riches et pauvres au sommet de l'ancienne décharge de Mexico (Mexique)
Mónica Alexandra Terrazas Galvan (Mexique)

Catégorie enfants



Le Bouddhisme à préserver (Thaïlande)
Chamaiporn Pongpanich (Thaïlande)

MER NOIRE, VILLE VERTE ?

Sur les rives de la Mer noire, “la plus bleue de toutes”, se trouve la ville extraordinaire de Sébastopol – ma ville. Au cours de sa relativement brève histoire, 222 ans, elle a eu sa part de conflits et de guerres mais elle a toujours été connue pour sa résilience et son patriotisme. L’époque des grandes batailles est depuis longtemps révolue et son vieil échiquier de rues blanches et de boulevards a laissé la place aux taudis de l’époque de Kroutchev. La base navale endormie avec ses avenues bordées d’arbres – où résidents et touristes pouvaient autrefois respirer l’air pur et se baigner dans les eaux cristallines de l’une des 40 baies de Sébastopol – n’est plus.

Dans ses baies, l’eau jadis si bleue et si transparente, n’est plus propre et – à dire vrai – elle sent souvent mauvais.

La détérioration du milieu marin qui affecte de telle façon cette ville a entraîné une diminution dramatique du nombre d’organismes marins à tous les niveaux – depuis les bactéries jusqu’aux poissons et aux dauphins. Les déversements d’hydrocarbures et la pollution non négligeable causée par la ville elle-même ont contribué à rendre les eaux troubles et à faire baisser les niveaux d’oxygène. La situation est si mauvaise que même les moules, généralement bien adaptées à la vie en eau sale, souffrent. Sans parler des esturgeons et du caviar !

Et qu’en est-il du tourisme ? Il est tout à fait courant que deux plages publiques au moins soient fermées pour des raisons d’hygiène pendant la haute saison touristique. Au bord de ces plages, seuls des bactéries et des virus dangereux peuvent survivre dans ces eaux. Aucune autre forme de vie.

Je suis bien sûr trop jeune pour faire la leçon à tous ces gens importants des ministères et leur dire ce qu’ils doivent faire. Très franchement, je ne suis même pas très sûr de savoir comment aborder le problème. Peut-être pourrait-on commencer par retirer la Flotte de la Mer Noire qui est basée à Sébastopol. Ce serait aussi une bonne chose du point de vue esthétique : ainsi, les sous-marins et les destroyers ne boucheraient plus la vue sur la Baie du Sud que l’on a depuis la Place Komsomol.

Et puis, les habitants de Sébastopol devraient aussi faire leur devoir et payer leurs taxes municipales, intégralement et à temps. Alors les canalisations rouilleraient et éclateraient peut-être moins et, ainsi, elles ne déverseraient plus leur contenu peu appétissant dans toute notre ville et dans la mer.

Quelques efforts sont entrepris au niveau international pour nettoyer notre mer Noire mais nous n’en verrons pas les résultats avant bien longtemps. Entre temps nous ne pouvons qu’espérer que la conservation de villes vraiment vertes sur la côte de la mer Noire ne sera pas un problème qui ne concernera que les biologistes et les écologistes.

Si nous nous intéressons davantage à ces problèmes, les artistes les plus talentueux du monde, les écrivains et les hommes de sciences reviendront peut-être sur la Riviera de la Crimée. Des gens au visage amical et ouvert se promèneront dans les rues blanches de Sébastopol, la ville sera de nouveau noyée dans une mer de verdure et l’eau de ses baies sera aussi claire que du cristal tout comme l’air qu’ils respirent.

Halyna Alomova – 17 ans, Ukraine.

